

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Cantonnement de la Saisie-Arrêt

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1933

PAR

PIERRE LEFLON

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. CASSIN, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}
160, Rue Saint-Jacques

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547119_0013

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Le Cantonnement
de la Saisie-Arrêt**

Meis et amicis

Le Cantonnement de la Saisie-Arrêt

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1933

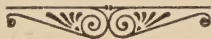
PAR

PIERRE LEFLON

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. CASSIN, Professeur.

M. ESCARRA, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

—
1933



INTRODUCTION

La fortune mobilière a pris au cours du ^{xix}^e siècle et de nos jours une importance que ne pouvaient même pas soupçonner notre droit coutumier ni les rédacteurs de nos codes, d'esprit essentiellement attaché à la propriété foncière. Ces richesses, ces valeurs immenses, représentées parfois par une simple signature, circulent aisément et sont faciles à dissimuler. La procédure moderne s'ingénie donc avant tout à saisir, à arrêter ces gages fuyants, pour en faire un terrain stable sur lequel elle pourra s'épanouir avec sa lenteur séculaire.

Certaines voies d'exécution, minutieusement réglées parce qu'elles s'attaquent aux immeubles, deviennent d'un emploi relativement rare, alors que d'autres, quelque peu dédaignées autrefois, s'imposent à l'usage et à l'attention avec une acuité de plus en plus grande. Parmi ces dernières la plus courante est incontestablement la saisie-arrêt — débutant d'ailleurs sous l'aspect d'une mesure conservatoire, — qui permet à un créancier d'interdire au débiteur de son propre débiteur le paiement ou la remise de ce qui est dû à ce dernier, puis de se faire attribuer par justice ce qu'il a ainsi arrêté, en extinction ou jusqu'à due concurrence de sa créance. Le danger de dissimulation est ici considérablement réduit, le tiers mis en cause n'ayant généralement aucun intérêt à favo-

riser son créancier en s'exposant lui-même à des ennuis. En pratique, les saisies-arrêts sont scrupuleusement respectées par les tiers saisis, qui ont plutôt tendance à aggraver par leurs minutieuses exigences l'indisponibilité ainsi créée.

La saisie-arrêt est donc une arme redoutable qui permet de frapper l'adversaire au défaut de cette cuirasse qu'est pour lui l'insolvabilité simulée. A-t-elle réellement et largement touché, aussitôt une transaction est souvent obtenue et le procès terminé.

Mais à toute puissance il faut une modération ; cette procédure employée sans contrôle, immobilisant tout ce que doit recevoir le débiteur, ruinant son crédit, peut créer un préjudice parfois irréparable et hors de proportion avec l'objet du litige.

C'est ce qu'ont cherché à éviter la jurisprudence, puis le législateur dans la loi du 17 juillet 1907.

La disposition de la loi du 17 juillet 1907 a donc répondu à d'évidents besoins que la pratique, de longue date, tendait à satisfaire avec plus ou moins de succès, à travers les hésitations jurisprudentielles et les controverses doctrinales.

Ajoutée à l'article 567 du Code de procédure civile, cette disposition est ainsi conçue : « En tout état de cause, et quelque soit l'état de l'affaire, la partie saisie-arrêtée pourra se pourvoir en référé afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition, à la condition de verser à la Caisse des dépôts et consignations, ou aux mains d'un tiers commis à cet effet, somme suffisante, arbitrée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de la saisie-arrêt, dans le cas où le saisi se reconnaî-

trait ou serait jugé débiteur. Le dépôt ainsi ordonné sera affecté spécialement aux mains du tiers détenteur à la garantie des créances pour sûreté desquelles la saisie-arrêt aura été opérée, et privilège exclusif de tout autre leur sera attribué sur ledit dépôt. A partir de l'exécution de l'ordonnance de référé, le tiers saisi sera déchargé et les effets de la saisie-arrêt transportés sur le tiers détenteur ».

Ce texte se rattache à l'évolution législative qui, accomplie au cours du *xix^e* siècle et même du *xx^e* siècle, a tendu à réformer l'institution de la saisie-arrêt dans le sens d'une amélioration de la situation du débiteur. Le cantonnement avec affectation spéciale est, à cet égard, à rapprocher des lois de 1895, 1921, 1930, qui ont assuré, par des moyens différents, la protection de certaines catégories de débiteurs. La loi du 17 juillet 1907 s'adresse à tous les débiteurs. La comparaison de ces deux ordres de législation peut être poursuivie à un autre point de vue : L'une et l'autre ont été précédées d'un long travail de la pratique et de la jurisprudence qui révélait la généralité et la constance de desiderata auxquels le législateur a dû finalement répondre.

Quelques jours avant la loi qui va nous occuper, la législation s'était enrichie de la création de la saisie-arrêt du salaire et des produits du travail d'un époux par l'autre époux. La loi du 13 juillet 1907 ne rentre pas dans le courant de protection du débiteur dont nous venons de parler. Elle sanctionne l'obligation de chaque époux de subvenir aux charges du ménage ; elle protège le conjoint regardé comme créancier de l'autre époux.

Cette saisie-arrêt du salaire et des produits du travail d'un époux frappe, tout autant que la saisie-arrêt des salaires et traitements, par la minutie de la réglementation légale. L'une et l'autre s'opposent, par là, aux dispositions relativement concises de la loi du 17 juillet 1907. Cette opposition s'explique en grande partie par la nature même de la matière offerte au législateur. Celui-ci, ayant à organiser des saisies-arrêts spéciales, exorbitantes du droit commun, a dû entrer dans le détail ; mais il s'est contenté de formuler des principes lorsqu'il s'est agi d'insérer dans le mécanisme créé par le Code de procédure civile, de la saisie-arrêt de droit commun, la pratique désormais consacrée et régularisée de la mainlevée moyennant affectation spéciale ; il a laissé à cette pratique elle-même la liberté de se développer dans le cadre qui lui était tracé. Le cantonnement des saisies-arrêts par ordonnance de référé est aujourd'hui d'usage absolument courant. Il absorbe une bonne part des audiences de référé, en particulier au Tribunal civil de la Seine.

Qu'est donc devenue, dans ce régime, depuis vingt-cinq ans, l'institution de l'affectation spéciale ? C'est ce que nous nous proposons ici de rechercher.

Pour bien comprendre le sens et la portée de la loi de 1907, les applications de l'opération et de la procédure qu'elle autorise, il convient de remonter à l'histoire.

Ainsi éclairée, l'étude de la nouvelle institution se divisera naturellement de la façon suivante : Conditions requises pour le cantonnement, pouvoirs du juge des référés, effets de l'affectation spéciale.

CHAPITRE PREMIER

La pratique antérieure et l'esprit de la loi de 1907.

Le cantonnement de la saisie-arrêt est la limitation de ses effets à la mesure nécessaire et suffisante pour donner au créancier pleine garantie sans gêner exagérément le débiteur. Une saisie-arrêt faite sur 10.000 francs, par exemple, limitée à 3.000, si les causes de la saisie-arrêt n'excèdent pas ce chiffre. Le cantonnement est subordonné à l'affectation spéciale aux droits du créancier, par consignation, d'une somme estimée suffisante pour répondre des causes de la saisie. Grâce à cette opération, une somme très supérieure à la créance du saisissant cesse d'être entièrement indisponible entre les mains du tiers saisi ; le débiteur saisi est autorisé à toucher des mains de ce dernier le surplus de sa créance, les effets de la saisie-arrêt étant reportés sur la somme consignée. Le créancier voit ses droits dûment sauvegardés, puisqu'il sera payé par préférence sur celle-ci. Tous les intérêts en présence sont ainsi conciliés.

Résultat d'une longue élaboration coutumière, les règles du cantonnement moyennant affectation spéciale n'ont été formulées par le législateur qu'en 1907.

Le sens de la législation en cette matière ne peut vraiment apparaître que si l'on dessine la physiono-

mie qu'offrait auparavant l'institution dont il s'agit. De cette histoire souvent décrite nous ne retiendrons que les traits essentiels, qui, seuls, importent pour dégager la valeur de l'œuvre législative de 1907.

SECTION PREMIÈRE

Le cantonnement avant la loi de 1907.

Pourquoi et comment la pratique a-t-elle créé le cantonnement par affectation spéciale ? Quels étaient alors ses procédés ? Dans quelle limite ceux-ci pouvaient-ils être justifiés au regard des principes du droit ? Sur ce dernier point se présentait la distinction capitale, qu'il convient de mettre en lumière, entre le cantonnement par autorité de justice et le cantonnement conventionnel.

I

LA PRATIQUE ANCIENNE. SON BUT. SES PROCÉDÉS.

Il est très fréquent qu'une saisie-arrêt soit faite sur une somme de beaucoup supérieure à la créance du saisissant. Le tiers saisi ne peut plus alors faire de paiements au préjudice du créancier saisissant. La somme saisie se trouve, de ce fait, entièrement immobilisée. Il peut en résulter un grave dommage pour le débiteur. Peut-être a-t-il besoin de ces ressources pour vivre ; peut-être sa situation, son crédit vont-ils être diminués, détruits, s'il lui est impossible de toucher des sommes importantes qui lui sont dues.

Sans doute une controverse s'est élevée sur l'étendue exacte de l'indisponibilité résultant de la saisie-

arrêt (1). La thèse de l'indisponibilité partielle, n'existant que jusqu'à concurrence de la créance du saisissant, a été soutenue. Mais la thèse de l'indisponibilité totale, quel que soit le montant des causes de la créance, est seule admissible au regard des principes généraux des saisies et de plusieurs dispositions légales. Il est de règle fondamentale, en matière d'exécution, que l'objet ou le droit sur lequel on a mis la main de justice, devient indisponible pour le tout. Cela ne saurait être contesté pour la saisie des immeubles, des droits réels immobiliers, des meubles corporels, bien qu'il puisse en résulter un préjudice considérable pour le saisi, surtout si la créance du saisissant, comparée aux biens saisis, est d'une valeur infime. Pour quel motif en serait-il autrement lorsque l'exécution est dirigée contre une créance du débiteur ? Ce qui prouve que le législateur a entendu rendre la créance du saisi totalement indisponible, c'est qu'il défend au tiers saisi tout paiement et qu'il interdit toute compensation. Les articles 1242 et 1298 du Code civil seraient tout autrement rédigés si le législateur admettait l'indisponibilité partielle ; ils porteraient que tout paiement, toute compensation ne sont interdits que pour partie et jusqu'à concurrence du montant des causes de la saisie. Cette solution s'impose, d'ailleurs, dans

(1) La jurisprudence s'est montrée hésitante et les arrêts de la Cour de cassation rendus sur ce point ont été invoqués par les théories opposées (Cass., 8 juin 1852, S. 52.1.487 ; 25 août 1869, S. 69.1.424 ; 30 juillet 1895, S. 97.1.29 et la note).

le droit français, qui exclut le privilège du premier saisissant » (1).

« On ne saurait, sans injustice, limiter l'indisponibilité au montant de la créance du saisissant alors qu'on ne donne à celui-ci aucun droit exclusif sur la somme saisie et qu'il devra concourir avec les autres opposants postérieurs qui surviendront avant qu'il ait obtenu et signifié un jugement définitif validant sa saisie-arrêt et valant transfert à son profit » (2).

Dans le sens de l'indisponibilité totale, on peut, enfin, tirer un argument décisif de la loi du 17 juillet 1907 qui permet au juge des référés de donner mainlevée de la saisie, à la condition qu'une somme sera déposée avec affectation spéciale au profit du saisissant. Cette disposition perdrait, sinon toute utilité, du moins la plus grande partie de son intérêt, si la saisie ne frappait la créance que d'une indisponibilité partielle (3). Privée autrefois de cet argument péremptoire, la conception de l'indisponibilité totale n'en était pas moins exacte ; la législation de 1907 a confirmé son exactitude.

D'ailleurs, même les partisans de l'indisponibilité partielle admettaient, en général, qu'aucun paiement ne pouvait être fait par le tiers saisi au préjudice du saisissant (4). Qu'en conséquence, au point de vue de ce dernier, et dans son intérêt, la somme était en entier indisponible.

(1) Glasson, Tissier, Morel, *Traité de procédure civile*, t. IV, 1932, p. 274-275.

(2) Tissier, note *Sirey*, 1899.1.401.

(3) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 275.

(4) *Sirey*, 1898.2.73.

Pratiquement, du reste, et quelle que soit l'étendue théoriquement attribuée à l'indisponibilité résultant de la saisie-arrêt, le tiers saisi s'abstient de payer le débiteur saisi. Une saisie pratiquée pour une somme minime peut ainsi déterminer l'immobilisation d'une somme importante. On dira sans doute que le débiteur a un moyen très simple d'éviter ce résultat : c'est de payer son créancier. Mais il ne faut pas oublier qu'il a peut-être des raisons sérieuses de contester la créance du saisissant ; il est possible aussi que cette créance ne soit pas encore liquide.

C'est pour remédier aux inconvénients de l'indisponibilité totale que la jurisprudence avait, depuis longtemps (1) modelé, façonné la pratique de l'affectation spéciale.

Celle-ci pouvait être, en fait, obtenue de deux manières :

1^o ou bien le saisi se pourvoyait en référé pour la faire ordonner sans le consentement du saisissant ;

2^o ou bien le saisi et le saisissant l'établissaient d'un commun accord.

Ces deux méthodes se présentaient en droit sous des jours très différents. Si la seconde était inattaquable, la première ne pouvait, malgré son utilité, être acceptée. Il faut faire ressortir cette opposition qui explique la législation de 1907. Après comme avant celle-ci, les deux méthodes considérées subsistent avec leurs caractères distincts. Mais aujourd'hui

(1) Le procédé était déjà employé à l'occasion des saisies-arrests pratiquées sur les indemnités dues aux émigrés à la suite de la loi du 27 avril 1825 (Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 303 en note).

l'une et l'autre sont également légitimes. Ce qui excédait autrefois le pouvoir du juge rentre désormais dans son pouvoir. La loi nouvelle se justifie, dans son but, et l'on se rend un compte exact de ses dispositions lorsqu'on se met en présence du contraste profond qui régnait dans le régime antérieur entre le cantonnement autorisé en justice et le cantonnement conventionnel.

II

LE CANTONNEMENT AUTORISÉ EN JUSTICE

Ce procédé était généralement considéré comme un excès de pouvoir de la part du président.

Seule la considération de la nature même de l'affectation spéciale, c'est-à-dire la création d'un privilège, commandait cette solution.

La question de savoir si la compétence du juge des référés persiste après la demande en validité étant réservée, il faut en effet dire que la main-levée d'une saisie-arrêt n'est pas, en elle-même, une mesure qui dépasse la compétence de ce juge. Labbé (1) a précisé, en termes concis et heureux, les principes de notre droit sur ce point : si le juge des référés ne peut ordonner que des mesures provisoires et ne doit pas préjudicier au principal, c'est en ce sens seulement que « toute décision par lui rendue ne fixe pas le droit même entre les parties ; le tribunal tranche le litige en toute liberté ; mais les mesures prises par le président peuvent avoir en fait un effet définitif. Il

(1) Note *Sirey*, 1876.2.313.

peut ordonner tout ce qui est urgent. L'urgence, telle est la limite de son pouvoir ».

Si, donc, il y a urgence pour le débiteur à obtenir la mainlevée d'une saisie nulle en la forme et pratiquée sans cause, il peut s'adresser dans ce but au juge des référés. Lorsque la saisie a été opérée avec permission du juge, le président se réserve, en vertu d'une pratique constante, le droit de rapporter ou de modifier son ordonnance par une nouvelle décision qu'il prend en référé à la demande du débiteur. Lorsque la saisie a été opérée en vertu d'un titre, et dans le cas où elle est de la compétence du tribunal civil, le juge des référés peut encore, vu l'urgence, ordonner la mainlevée d'une saisie-arrêt purement vexatoire ou entachée d'une irrégularité manifeste (1). L'article 567 du Code de procédure, en disposant que la demande en mainlevée est portée devant le tribunal du domicile du saisi, n'a pas pour effet d'exclure l'intervention du juge des référés ; il détermine uniquement le tribunal compétent *ratione personæ* ; il laisse entiers les pouvoirs du président (2). Mais dans l'état du droit antérieur à 1907, la mesure de la mainlevée par suite d'affectation spéciale était en elle-même illégale, en raison du privilège créé sans texte.

En l'absence d'accord entre le saisi et le saisissant, les tribunaux n'avaient aucun pouvoir de supprimer ou de restreindre les effets de la saisie-arrêt, en affectant spécialement au créancier une certaine somme

(1) V. notes Tissier au *Sirey*, 1893.2.273 et 1898.2.73. — Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, nos 1095 et 1138.

(2) Tissier, note *Sirey*, 1898.2.73.

restée aux mains du tiers saisi ou consignée par le saisi.

Une semblable affectation, en effet, aboutissait à créer un droit de préférence illégal et violait le principe de l'égalité entre créanciers (1). Aucune disposition de la loi ne conférait aux juges ce droit d'affecter spécialement un bien du débiteur à la sûreté d'une créance particulière. On trouvait sans doute en jurisprudence des créations arbitraires de sûretés au profit de certains créanciers (2), mais ces décisions étaient sans justification possible sur le terrain des principes.

La plupart des arrêts rendus en notre matière avaient donc rejeté le droit d'affectation spéciale de la part du juge (3). Quelques décisions, il est vrai, avaient admis ce droit (4). Mais la Chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du 6 mars 1901, avait mis fin à toute discussion possible en décidant que le juge des référés ne peut, sans préjudicier au principal, donner mainlevée d'une saisie-arrêt moyennant le dépôt d'une somme d'argent entre les mains d'un tiers, une affectation spéciale au profit du saisissant au cas où sa créance serait admise ; qu'une pareille décision substitue arbitrairement aux sûretés

(1) V. note Tissier, sous Paris, 13 août et 6 novembre 1895, S. 98.2.73.

(2) Cass., 2 décembre 1895, S. 96.1.321 et note Tissier.

(3) Paris, 2 juin 1874, 14 octobre 1874, 8 janvier 1884, 22 avril 1885, 13 janvier 1887, S. 98.2.73 en note ; Bordeaux, 15 mai 1891, S. *loc. cit.* ; Paris, 13 août et 6 novembre 1895, S. 98.2.73.

(4) Paris, 1^{er} août 1876 et 17 novembre 1883, S. 98.2.73 en note ; Poitiers, 4 août 1887, *ibid.*

dérivant pour le créancier de l'exercice de la saisie-arrêt une prétendue constitution de gage qui, en dehors du consentement de ce créancier, est inefficace (1).

Le cantonnement n'était donc juridiquement admissible que par le commun accord des intéressés.

III

LE CANTONNEMENT CONVENTIONNEL

Divers rapports contractuels légitimes étaient possibles entre les parties au sujet de l'affectation spéciale.

Les intéressés, le saisi et le saisissant, pouvaient convenir d'une cession, au profit du saisissant, d'une partie de la somme due par le tiers saisi, cession subordonnée à cette condition que la créance du saisissant serait reconnue par le Tribunal ; les sommes à toucher par le cessionnaire venaient en déduction de sa propre créance contre le cédant ; comme conséquence de cette cession, le saisissant donnait main-levée de sa saisie-arrêt, et le saisi pouvait toucher le surplus de la somme à lui due (2).

Il pouvait aussi intervenir, entre le saisissant, le saisi et le tiers saisi, une délégation au profit du premier, soit parfaite soit imparfaite, et soumise à cette condition de la reconnaissance de son droit (3).

Enfin le débiteur saisi pouvait donner en gage au

(1) Cass. civ., 6 mars 1904, S. 1903.1.243.

(2) Note Tissier sous Paris, 13 août et 6 novembre 1895, S. 98.2.73.

(3) Note Tissier précitée.

saisissant, pour sûreté de la créance de celui-ci, si elle venait à être admise, une partie de sa propre créance contre le tiers saisi ; ou bien il pouvait déposer une somme en gage aux mains d'une autre personne, ou à la Caisse des consignations ; et le créancier saisissant pouvait, moyennant ce nantissement, donner mainlevée de la saisie-arrêt.

Ces diverses conventions pouvaient intervenir, soit en présence du juge des référés, soit en présence du tribunal au cours de l'instance en validité. L'ordonnance ou le jugement donnant acte de l'accord des parties ne créait pas l'affectation spéciale et n'imposait pas la mainlevée de la saisie ; il en était seulement la constatation. Il n'y avait pas établissement d'un privilège en dehors des cas déterminés par la loi, mais la simple exécution de conventions licites. Le créancier saisissant, qu'il fût cessionnaire, délégataire ou gagiste, n'avait pas à craindre le concours d'opposants postérieurs ; l'avènement de la condition, par suite du jugement reconnaissant sa créance, l'investissait rétroactivement, à la suite du contrat, de la somme sur laquelle portait la cession, la délégation ou la constitution de gage (1).

Le créancier saisissant, sans doute, pouvait obtenir par là des avantages équivalents à ceux qu'il aurait retirés d'un privilège ; mais ce n'était pas une raison pour interdire une opération absolument con-

(1) Note précitée. Lesoudier, *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Caen, 1908 ; Lesueur, *De la juridiction du président du tribunal en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1910 ; Bordier, *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1911.

forme aux principes du droit civil relatifs à la liberté des conventions.

La jurisprudence admettait la validité des conventions entre saisissant et saisi sur les effets de la saisie-arrest (1). Le fait qu'assignation avait été donnée devant le juge des référés n'empêchait du reste pas les parties de s'entendre pour renoncer à l'instance et s'accorder entre elles amiablement et sans intervention judiciaire. Aussi bien un contrat judiciaire pouvait-il être constaté par l'ordonnance de référé.

Deux arrêts de la Cour de Paris, l'un du 16 novembre 1883, l'autre du 22 avril 1883, étaient à cet égard particulièrement nets (2).

« Considérant, disait le premier de ces arrêts, que par cet accord ainsi constaté (ordonnance rendue sur accord des parties), il s'est formé un contrat judiciaire ; que si, sans s'arrêter aux termes dans lesquels il est exprimé, on recherche la commune intention de ceux qui y ont pris part, il faut y reconnaître tous les caractères d'un transport conditionnel ; que, dès lors, la condition à laquelle il était subordonné s'étant accomplie par l'arrêt qui a confirmé la créance de G..., il a produit ses effets entre P... et G... et il a entraîné la transmission à ce dernier, à due concurrence, des droits de P... contre B... ».

« Considérant, disait le second de ces arrêts, que si D... avait consenti à accepter l'affectation spéciale

(1) Paris, 23 juin 1844, S. 41.2.589 ; Caen, 17 février 1846, S. 46.2.456 ; Req., 12 janvier 1853, D. 53.1.123 ; Req., 21 août 1860, D. 61.1.107 ; Req., 6 janvier 1880, D. 80.1.361 ; Paris, 24 mars 1892, *Gaz. Trib.*, 16 juin 1892.

(2) Rapportés en sous-note par Tissier, note au *Sirey*, 1898.2.73.

à lui proposée, il serait intervenu entre les parties un contrat judiciaire, et que la somme déposée se serait trouvée affectée spécialement à la créance de D... soit comme formant l'objet d'un transport conditionnel, D... étant ainsi saisi en conformité de l'article 1690 par la signification du transport faite à la Caisse des consignations, dépositaire, et par suite débitrice de la somme cédée conditionnellement, soit, à un autre point de vue, comme constituant un gage déposé en la possession de la Caisse des consignations, tiers convenu entre les parties ; considérant que le consentement des deux parties est nécessaire pour la constitution, soit du contrat de cession de créance, soit du contrat de gage ; que, le consentement de D... faisant défaut, il n'y a ni transport conditionnel, ni constitution de gage, ni par suite affectation spéciale à la créance de D... des sommes consignées ; que le tribunal n'a pu, de sa propre autorité, constituer et établir au profit de D... un privilège qui n'est écrit nulle part dans la loi... »

Il pouvait, en effet, arriver que le saisissant refusât de consentir à l'affectation spéciale. Là se dressait un grand obstacle à la pratique du cantonnement. Pour y parer, l'ingénieux usage s'était établi, à Paris, d'exiger que, dans la requête à fin de saisie-arrêt, l'affectation spéciale fût acceptée à l'avance par le saisissant ; et elle était visée expressément dans l'ordonnance permettant de saisir, laquelle donnait mainlevée de la saisie pour le cas de la consignation ainsi faite (1).

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 305.

C'était un remède bien insuffisant. Il était loin, en effet, d'être admis partout. De plus, il restait sans application au cas fréquent des saisies faites en vertu de titres. Enfin, la jurisprudence de la Cour de cassation, que nous indiquerons plus loin, et d'après laquelle le juge des référés ne peut donner mainlevée après que le tribunal est saisi par l'assignation en validité, rendait souvent difficile la pratique de l'affectation spéciale.

L'intervention législative de 1907 a répondu au vœu général et aux nécessités les plus certaines en rendant l'affectation spéciale possible, malgré le refus du saisissant, dans tous les cas, durant toute la procédure, dans toutes les saisies-arrêts.

SECTION DEUXIÈME

L'esprit de la loi de 1907.

Une saine interprétation du texte doit tenir compte de l'histoire qui l'explique autant que de sa lettre.

Le législateur de 1907 a voulu consacrer la pratique ancienne et rendre la procédure de la mainlevée moyennant affectation spéciale, dont l'utilité est évidente, applicable dans tous les cas où son besoin peut se manifester.

La loi a surtout en vue la protection du débiteur saisi qu'elle cherche à soustraire aux conséquences, toujours désagréables et gênantes, parfois désastreuses pour lui, de l'indisponibilité totale de la créance saisie-arrêtée. Il s'agit donc principalement de permettre au saisi d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition.

Mais la loi n'entend pas protéger le débiteur saisi en sacrifiant le saisissant. Elle se préoccupe de la sauvegarde des droits de ce créancier ; elle réglemente sa garantie par l'attribution d'un droit de préférence sur la somme consignée.

Soit que la loi protège le débiteur, soit qu'elle garantisse le créancier, elle cherche à donner à la procédure de la mainlevée avec affectation son maximum d'efficacité et de sécurité en vue de son application aussi large que possible.

Cet esprit de la loi doit être la directive de l'interprétation. Nous ne cesserons pas de nous en inspirer, en cas de difficultés, dans la détermination des conditions requises pour le cantonnement, des pouvoirs du juge des référés en cette matière, des effets de l'affectation spéciale.

Sans doute il ne saurait être question, sous le prétexte de la seule bienfaisance de l'institution que nous étudions, de faire table rase des règles de droit certaines qui en limiteraient le libre fonctionnement. Mais il ne faudrait pas non plus qu'on cherchât à l'entraver en lui objectant des règles avec lesquelles elle se trouve conciliable. La science du droit doit chercher l'harmonie, entre les principes comme entre les hommes, dans toute la mesure du possible.

Nous verrons par la suite que ces observations générales sont bonnes à poser dès le début d'une étude de ce genre. Certains auteurs et certaines décisions de jurisprudence, en effet, ont paru nourrir des préjugés contre une législation qui, pourtant, ne révolutionnait rien dans notre droit et répondait à d'indéniables besoins ; ils ont reçu cette législation avec

des arrières-pensées de défiance et ont cherché à en affaiblir la portée. C'est contre cette partialité, ou cette étroitesse de vues, que nous avons voulu réagir, sans consentir toutefois le sacrifice d'aucun texte ou d'aucun principe vraiment établi.

CHAPITRE DEUXIÈME

Conditions requises pour le cantonnement.

Deux conditions sont nécessaires et suffisantes pour que, sous réserve du pouvoir du juge d'apprécier l'opportunité même de la mesure, la mainlevée d'une saisie-arrêt moyennant affectation spéciale puisse être ordonnée.

1^o Il faut que le saisi demande le cantonnement ;

2^o Il faut que la mainlevée soit subordonnée à consignation.

La mainlevée moyennant consignation est possible dans toutes les saisies-arrêts et en tout état de la jurisprudence, « quel que soit l'état de l'affaire », dit la loi .

Il convient enfin de s'attacher aux conditions de compétence, c'est-à-dire de déterminer quel est le juge ayant pouvoir d'ordonner le cantonnement.

SECTION PREMIÈRE

Demande facultative du saisi.

Seul, le saisi a la faculté de demander le cantonnement. La loi dit : « La partie saisie-arrêtée pourra... » Elle est avant tout une loi de protection du débiteur saisi. A celui-ci, le saisissant ne serait donc pas recevable à se substituer, quelque intérêt que ce créancier puisse avoir à bénéficier du privilège résultant de la consignation. Il invoquerait vainement l'ar-

ticle 1166 du Code civil aux termes duquel : « Les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. » L'article 1166 a pour objet de permettre au poursuivant d'augmenter le patrimoine du débiteur au bénéfice de tous les créanciers, alors que nous sommes ici en présence d'une procédure spéciale, nettement délimitée, qui va procurer un droit de préférence au saisissant et ne saurait donc en aucun cas être confiée à l'initiative de ce dernier. Mais l'héritier du saisi, décédé au cours de la procédure de saisie-arrêt, pourrait demander le cantonnement.

Le saisi n'est d'ailleurs nullement obligé de demander le cantonnement. Juge de ses intérêts, il exerce ou n'exerce pas la faculté dont il jouit. Son abstention ne saurait être invoquée contre lui au cas où il réclamerait des dommages et intérêts en raison du préjudice à lui causé par la saisie, si le Tribunal venait à déclarer cette saisie faite à tort.

La faculté reconnue au saisi de s'adresser à la justice pour obtenir le cantonnement ne l'empêche du reste pas de s'entendre amiablement avec le saisissant en vue de la limitation des effets de la saisie. C'est un second aspect, qu'il importe d'éclairer, du caractère facultatif de la procédure de la loi de 1907.

Dans l'état du droit antérieur à la loi du 17 juillet 1907, il n'était pas au pouvoir des juges d'ordonner l'affectation spéciale. Celle-ci était du seul domaine de la convention possible entre les intéressés. L'affectation spéciale ne pouvait être ordonnée ni par le président, dans l'ordonnance autorisant une saisie-

arrêt sans titre, ni par le juge des référés, ni par le tribunal. Elle pouvait seulement être constatée, si les parties, en comparaisant en référé ou au cours de l'instance en validité, étaient d'accord à cet égard.

Le législateur de 1907 a supprimé la nécessité de cet accord et permis au juge des référés d'agir sans le consentement du saisissant (1). Alors qu'autrefois la consignation avec affectation spéciale exigeait la convention du saisissant et du saisi, il suffit désormais à ce dernier d'obtenir l'autorisation du juge des référés. La mesure peut être imposée au créancier.

Mais la loi de 1907 n'empêche aucunement les parties de régler amiablement les effets de la saisie-arrêt. De même que sous le régime antérieur, le débiteur peut céder la créance saisie-arrêtée au créancier saisissant jusqu'à concurrence d'une somme convenue ; il lui est également permis de constituer au profit du saisissant un gage sur une somme déposée aux mains d'un tiers convenu et d'obtenir ainsi mainlevée de la saisie. La jurisprudence reconnaît la validité de ces accords (2).

Il est vrai qu'un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 février 1926 statuant dans l'hypothèse dans laquelle, au lieu de s'adresser au juge des référés, les parties s'étaient mises d'accord pour déposer une

(1) V. rapport de M. Raynaud à la Chambre des députés, *J. off.*, mai 1907, *Doc. parl.*, Ch., p. 76 ; rapport Savary au Sénat, *J. off.*, octobre 1907, *Doc. parl.*, Sénat, p. 177.

(2) Civ., 26 novembre 1912, S. 1923.1.205, en note ; Req., 12 février 1923, S. 1923.1.205. — Baucher, *La loi du 17 juillet 1907*, dans *Lois Nouvelles*, 1909.1.552 ; Chéron, note au *Dalloz*, 1927.1.157.

somme d'argent entre les mains d'un tiers convenu, a décidé que le privilège de la loi de 1907 ne pouvait, dans ces conditions, naître au profit du saisissant et être opposé par lui à la faillite du débiteur. Mais, malgré certaines imperfections de sa rédaction qui pourraient prêter à une interprétation contraire, cet arrêt, si l'on s'attache à son esprit plutôt qu'étroitement à sa lettre, n'a d'autre portée que la solution même qu'il consacre (1). Il ne faut pas en conclure que, si les formalités de la constitution du gage avaient été remplies avant la cessation des paiements, le créancier n'aurait pu invoquer ce gage à l'encontre de la faillite (2).

Il convient de séparer la question de la légitimité des procédés de cantonnement de la question de leurs effets. Nous examinerons ultérieurement cette dernière et nous retrouverons à son sujet l'arrêt qui vient d'être cité. Qu'il nous suffise de rappeler à présent qu'il existe deux méthodes également licites d'affectation spéciale : celle qui est ordonnée par autorité de justice, celle qui est convenue entre les parties. De ce que la première ait été déclarée valable en 1907, il ne résulte pas que la seconde ait cessé de l'être. Mais le droit de demander le cantonnement n'appartient qu'au saisi, et au saisi seul.

(1) *Dalloz*, 1927.1.157.

(2) V. la note précitée de M. Chéron. V. aussi : Glasson, Tissier Morel, *op. cit.*, p. 313, note 2.

SECTION DEUXIÈME

La proposition Bardon.

La solution que nous venons d'admettre ne laisse aucun doute en l'état actuel de notre législation, Cependant la question a été souvent posée de savoir si le créancier saisissant ne pourrait pas mettre en œuvre et imposer au saisi la procédure de cantonnement. L'intérêt est évident, puisque le poursuivant se trouve, grâce à cette procédure, nanti d'un privilège exclusif, alors que l'exploit de saisie-arrêt ne lui procure que des apaisements bien faibles au moment d'engager un procès coûteux : d'une part, il ne connaîtra réellement le montant de la somme saisie-arrêtée qu'après la déclaration affirmative, objet parfois elle aussi d'une longue instance principale, et, d'autre part, il vient en concours avec les autres créanciers chirographaires, même cessionnaires de créance. Aussi le créancier saisissant demande-t-il fréquemment à son avoué de provoquer l'affectation spéciale.

Il existe incontestablement un besoin de sécurité, créé par la disproportion qui existe de nos jours entre l'importance des valeurs mobilières et les moyens archaïques de procédure qui les concernent. Avant d'engager un procès comportant des frais considérables dont il devra faire l'avance, le poursuivant s'inquiète de savoir si la décision, péniblement obtenue après plusieurs années de visites et d'attentes chez son avocat et ses avoués d'instance et d'appel, ne sera pas pour lui une satisfaction purement plato-

nique, son débiteur ayant disparu, ou la société attaquée florissant sous un autre nom.

C'est à ce désir qu'a voulu répondre, partiellement du moins, une proposition de loi déposée par M. Bardon le 18 décembre 1930 à la Chambre des députés (1).

Voici le texte de cette proposition :

Art. 1^{er}. — L'article 567 du Code de procédure civile est ainsi complété :

§ 4. — « De son côté le saisissant pourra en tout état de cause et quel que soit l'état de l'affaire, se pourvoir en référé contre le saisi et le tiers saisi pour faire ordonner le dépôt par celui-ci, à la Caisse des dépôts et consignations ou entre les mains du tiers commis, de la somme ou des objets que ce dernier reconnaîtra devoir et être exigibles.

Acte sera donné au saisissant des déclarations du tiers saisi,

Pareille faculté est donnée au tiers saisi en assignant en référé le saisissant et le saisi.

Le paragraphe 4 actuel devient paragraphe 5 et reste sans changement ».

Art. 2. — L'article 568 est ainsi complété :

« Cependant par l'ordonnance prévue au paragraphe 4 de l'article qui précède, le président pourra autoriser le saisissant à assigner de suite le tiers saisi en déclaration affirmative ».

D'autre part, M. Bardon dit dans son rapport :

(1) Proposition Bardon, *Doc. parl.*, Ch., annexes, n° 4241, session extraordinaire, 1930, p. 374.

« La loi de 1907 confère au saisi le droit d'obtenir par voie de référé, en tout état de cause, le dépôt par le tiers saisi de ce qu'il reconnaît devoir, à la Caisse des dépôts et consignations ou entre les mains d'un séquestre *avec affectation spéciale*. Il y aurait intérêt évident à donner au saisissant le même droit ».

Pour cela, le saisissant doit savoir si sa saisie-arrêt a touché, et dans quelle mesure elle a frappé. Aussi M. Bardon rend-il plus rapides les formalités de déclaration affirmative ; il ajoute d'ailleurs dans son rapport : « Il conviendrait de permettre au saisissant d'assigner plus rapidement le tiers saisi en déclaration affirmative. Le retard actuellement apporté par cet article (1) à la déclaration affirmative et l'incertitude où trop longtemps reste le saisissant, qui bien souvent risque de faire les frais de deux instances, en validité et en déclaration affirmative, pour apprendre que le tiers saisi ne doit rien, nous paraissent choses défectueuses. Il semble juste de permettre au président d'autoriser, si la créance lui paraît fondée et si par conséquent les recherches du saisissant lui paraissent légitimes, d'assigner de suite le tiers saisi en déclaration affirmative ».

La proposition de M. Bardon est incomplète, en ce qu'elle omet de spécifier l'attribution, au saisissant, d'un privilège, condition primordiale de l'existence de ce dernier.

En outre, l'initiative donnée au saisissant permettrait à celui-ci, pour exécuter l'ordonnance, de s'im-

(1) Article 568 du Code de procédure civile.

miscer de façon beaucoup trop profonde dans les affaires du saisi et du tiers-saisi. La créance, quoique saisie-arrêtée, est encore dans le patrimoine du débiteur saisi qui en garde l'administration. Les conditions de la vie courante sont extrêmement complexes, et le débiteur saisi peut avoir des raisons, qui pour être de pur fait ne sont pas moins sérieuses, de ne pas réclamer un paiement qui est juridiquement exigible. Il ne faut pas perdre de vue la nature essentiellement conservatoire des premiers stades de la saisie-arrêt, et la diversité des créances pour lesquelles elle peut être pratiquée. Ces caractères sont nécessaires à la souplesse et à l'utilité même de cette procédure, et ce serait compromettre ces deux qualités essentielles que permettre des actes d'exécution, ou tout au moins de gravité telle que l'on devrait limiter le champ d'application de la saisie-arrêt.

Le texte proposé permettrait de plus, et même en vertu d'une créance contestée, d'une décision frappée d'appel, de faire échec à la règle de l'égalité des créanciers, règle qui dans l'état actuel de notre droit ne peut être écartée que si celui qui concède le privilège intervient — les cas de faillite exceptés — ou par l'effet d'une décision rendue au principal.

Un créancier dont le droit n'est pas encore reconnu pourrait faire naître à son profit le privilège du premier saisissant, alors que ce privilège serait toujours refusé à celui qui pratiquerait une saisie-exécution en vertu d'un titre passé en force de chose jugée.

Nous croyons donc devoir désavouer la proposition étudiée, non pas dans son principe, mais en ce qu'elle nécessiterait une étude et une réglementation beau-

coup plus minutieuse des situations nouvelles créées par l'innovation introduite, qui est en réalité très importante. Seule serait à retenir l'idée d'une déclaration affirmative immédiate, sous le contrôle du juge des référés bien entendu.

Devant l'importance acquise par la fortune mobilière et la nécessité absolue d'une procédure rapide et souple, qui puisse la saisir partout où elle se trouve et l'exécuter avant qu'elle ait pu s'échapper, il convient avant tout de demander une plus grande diligence dans l'administration de la justice. Il est remarquable par exemple que le nombre des ordonnances de référé afin de cantonnement est fonction des lenteurs du rôle du tribunal devant lequel la demande principale est introduite. Cette réforme supprimerait donc bien des situations qu'il faut régler d'une façon provisoire qui ne satisfait personne.

SECTION TROISIÈME

Influence de la créance du débiteur saisi.

On pourrait soutenir que le débiteur saisi ne peut avoir recours à la procédure de la loi de 1907 que si la créance saisie-arrêtée est liquide et exigible. La mainlevée avec affectation spéciale suppose que le débiteur est en droit de toucher ce que lui doit le tiers saisi. On admet que la saisie-arrêt peut porter sur une créance à terme, ou soumise à une condition qui n'est pas réalisée ; la jurisprudence estime, et limite là ses exigences, qu'il suffit d'un principe de

créance nettement défini, certain (1). Or il est bien évident que la décision obtenue conformément à la loi de 1907 ne saurait conférer au débiteur saisi plus de droits qu'il n'en avait et lui donner l'autorisation de toucher ce qu'il ne peut recevoir. Cependant il se peut qu'il désire obtenir tout de suite mainlevée de la saisie-arrêt — soit pour mettre le tiers saisi en dehors de ses affaires, les effets de la saisie étant reportés sur la somme consignée, et la procédure signifiée au séquestre — soit, si par exemple sa créance est à court terme, en prévision des lenteurs de la procédure, l'opération nécessitant en pratique, bien qu'il s'agisse de référé, près d'un mois pour être réalisée entièrement, surtout si le tiers saisi n'a pas été partie à l'instance et si les délais d'appel doivent être respectés à son égard. Il semble qu'alors rien ne s'oppose à ce que le débiteur saisi obtienne mainlevée moyennant une consignation effectuée de ses deniers personnels. Aucune décision n'a d'ailleurs tranché la question et le juge des référés n'examine pas en pratique l'état de la créance saisie-arrêtée, sachant que sa décision n'y portera jamais atteinte. S'il ordonne que la consignation sera réalisée sur les fonds saisis-arrêtés, il est bien évident que sa décision restera inopérante lorsque ceux-ci sont inexistantes ou indisponibles. S'il autorise le débiteur saisi à consigner de ses deniers, la mainlevée ainsi obtenue ne modifiera pas les autres rapports entre débiteur saisi et tiers saisi.

(1) Trib. civ. Niort, 16 mai 1893, D. P. 1900.2.145. — Glasson et Colmet-Daage, t. II, n° 1247, p. 332 ; Glasson, Morel, Tissier, *op. cit.*, p. 224 et 225.

SECTION QUATRIÈME

Légitimité du cantonnement dans toutes les saisies-arrêts.

L'ancien usage d'exiger l'acceptation par avance de l'affectation spéciale par le créancier dans la requête à fin de saisie-arrêt était sans application dans le cas de saisies faites en vertu de titres. La loi de 1907 ne distingue pas entre les saisies faites en vertu d'un titre exécutoire ou non, et les saisies faites sans titre avec la permission du juge. La jurisprudence n'a pas hésité à reconnaître la portée générale de la loi à cet égard (1). « En conférant au juge des référés, en tout état de cause, et quel que soit l'état de l'affaire, le droit d'autoriser le saisi à recevoir partie des fonds qui lui sont dus par le tiers saisi, et d'arbitrer la somme qui sera réservée pour répondre éventuellement des causes de la saisie, l'article 567 du Code de procédure civile n'établit aucune distinction entre l'opposition faite avec permission du juge et celle qui est pratiquée en vertu d'un titre » (2). De la règle qu'elle formule ainsi, la Cour de cassation tire une importante conséquence, que nous soulignerons plus tard, en ce qui concerne le pouvoir du juge des référés de fixer la somme affectée par privilège au saisissant. Il est à peine besoin de remarquer que si le cantonnement est légitime, dans les termes de la loi

(1) Paris, 30 juin 1908, S. 1911.2.5 ; Trib. Châteauroux, 13 novembre 1911, S. 1912.2.125.

(2) Cass. civ., 27 novembre 1923, S. 1924.1.84.

du 17 juillet 1907, à toutes les saisies-arêts de droit commun, cette procédure ne s'applique pas aux saisies-arêts spéciales, qui sont l'objet de dispositions particulières, minutieusement réglées par le législateur ainsi que nous l'avons vu plus haut (1).

SECTION CINQUIÈME

Légitimité du cantonnement en tout état de la procédure.

Le cantonnement est possible « en tout état de cause et quelque soit l'état de l'affaire ». Il importe peu que le tribunal soit déjà saisi de la demande en validité. La mainlevée moyennant consignation peut être ordonnée, quel que soit le degré d'avancement de l'instance en validité.

Il existe ainsi, au point de vue de la compétence du juge des référés, une différence entre la mainlevée pure et simple et la mainlevée moyennant consignation.

Rappelons d'abord brièvement la jurisprudence relative à la mainlevée *pure et simple*.

Lorsque la saisie a été opérée en vertu d'un titre, la Cour de cassation décide, en principe, que le juge des référés cesse d'être compétent pour ordonner la mainlevée de la saisie-arêt à partir du moment où le tribunal est saisi de la demande en validité (2). En

(1) Voir *supra*, introduction, p. 10.

(2) Civ., 24 février 1892, S. 92.1.144 ; Civ., 6 mars 1901, S. 1903.1.213. Dans le même sens, Montpellier, 25 mars 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.172 ; Lyon, 10 février 1910, S. 1911.2.8 ; Paris, 29 mars 1923, D. 1923.2.119.

effet, dit-elle, « une pareille ordonnance ferait disparaître entièrement la matière de la saisie-arrêt et rendrait inutile et sans portée la décision sur le fond ; elle entraînerait ainsi forcément préjudice au principal, dont le tribunal a été saisi par la demande en validité ». La Cour de cassation consacre la même solution lorsque la saisie-arrêt a été opérée sans titre et avec permission du juge ; même alors, aux termes de cette jurisprudence, le juge des référés commettrait un excès de pouvoir s'il rétractait son ordonnance après que la saisie a été pratiquée et suivie d'une assignation en validité (1).

De justes critiques ont été adressées à cette solution. « Est-il bien exact de dire, écrivent Glasson, Tissier et Morel (2), que le juge des référés ferait grief au principal s'il rapportait la permission de saisir-arrêter ? Cela paraît douteux et, dans bien d'autres cas, la jurisprudence se montre moins restrictive des pouvoirs du juge des référés en matière d'exécution. Lorsque le président rétracte l'ordonnance permettant la saisie-arrêt, il ne porte pas atteinte au fond du droit. Le créancier conserve le droit d'invoquer sa créance et d'obtenir un titre exécutoire. On reconnaît aujourd'hui sans difficulté au président le droit de rapporter son ordonnance avant l'assignation en validité ; or il n'apparaît pas que cette assignation crée un droit nouveau au profit du créancier. C'est par

(1) Civ., 10 novembre 1885, S. 86.1.9 et note ; 5 mars 1890, D. 90.1.477 ; 1^{er} juillet 1890, D. 90.1.469 ; 5 mars 1895, S. 95.1.168 ; 6 mars 1901, S. 1903.1.213 ; 9 novembre 1908, S. 1909.1.436.

(2) *Traité de procédure civile*, t. 4, p. 207.

une véritable confusion que l'on considère l'instance en validité comme constituant le principal (1). En tout cas, il n'appartient pas au créancier, par son assignation en validité, de priver le débiteur d'un droit que celui-ci tient, soit de la loi, soit de l'ordonnance. En conséquence, sans aller jusqu'à admettre, comme on l'a soutenu, que le président peut toujours rétracter son ordonnance, quel que soit le point auquel la procédure est parvenue devant le tribunal, il faut lui reconnaître ce droit de rétractation, même après la demande en validité, et tant que le débiteur n'a pas renoncé à son droit d'user de la réserve de référé » (2).

La demande en validité, quoique jointe fréquemment dans une seule et même assignation à la demande en condamnation, ne tend pas à faire statuer sur le fond du droit en vertu duquel la saisie a été pratiquée ; elle veut seulement faire apprécier par le tribunal une procédure réglementée strictement, parce que dangereuse et créatrice de préjudice à l'égard du débiteur. Que la saisie soit infirmée ne préjuge pas, en droit, de la légitimité des prétentions du créancier ; en fait, la sûreté obtenue, souvent à grand peine, disparaissant, l'instance principale devient fréquemment sans intérêt et le poursuivant l'abandonne en raison de l'insolvabilité réelle ou simulée du débiteur. Ce résultat tout accidentel crée un lien effectif entre les deux demandes, mais il ne doit pas faire perdre de vue que nous sommes en présence d'instances

(1) En ce sens, Cohendy, note *Dalloz*, 1893.2.529.

(2) Cohendy, note précitée ; Glasson, note *Dalloz*, 1891.2.49.

entièrement distinctes ; que celle qui est accessoire vienne à échouer, le droit principal n'en demeure pas moins intact.

Nous verrons d'ailleurs que cette jurisprudence, à bon droit critiquée, a suscité en pratique diverses réactions, parmi lesquelles il faut placer l'usage du cantonnement à un franc que nous examinerons plus loin.

Mais si la procédure de 1907 a été ainsi employée pour esquiver une règle jurisprudentielle malencontreuse, cette règle n'a nullement été touchée par la loi de 1907 elle-même. Celle-ci n'a autorisé le juge des référés à ordonner la mainlevée que moyennant consignation « en tout état de cause et quel que soit l'état de l'affaire ». Après comme avant la législation de 1907, le juge des référés est incompetent, à partir de la demande en validité, pour donner mainlevée, s'il n'impose pas au débiteur saisi la consignation d'une somme suffisante pour garantir les causes de la saisie. C'est ce qu'ont reconnu expressément le jugement du Tribunal civil de Lyon du 10 février 1910 et l'arrêt précité de la Cour de Paris du 29 mars 1923. « Considérant, dit ce dernier arrêt, que si la loi du 17 juillet 1907 (art. 567, C. proc. civ.) autorise la partie saisie, malgré la demande en validité de saisie portée au tribunal civil, à saisir le juge des référés, cette permission est limitée par l'article lui-même, au droit de solliciter l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition, à la condition de verser à la Caisse des dépôts et consignations, ou entre les mains d'un séquestre, somme suffisante arbitrée par le juge pour répondre éventuellement des causes

de la saisie, et qu'elle n'a pas étendu les limites de sa compétence sur la saisie-arrêt déjà ordonnée et soumise au tribunal de première instance. »

C'est donc seulement dans le cas où le référé tend, non pas au retrait de l'autorisation de saisir, mais au cantonnement des effets de la saisie-arrêt, que le juge des référés peut être saisi en tout état de cause, et même quand le juge du fond est saisi.

SECTION SIXIÈME

Compétence.

La loi de 1907 autorise la partie saisie-arrêtée à se pourvoir en référé afin d'obtenir la mainlevée de la saisie moyennant consignation. Elle ne précise pas quel est le juge compétent pour connaître du litige en référé.

Il n'est pas douteux que ce juge est le président du tribunal civil compétent pour statuer sur la validité de la saisie.

Le juge des référés commerciaux serait incompétent *ratione materiæ*, même si le litige s'élevait entre commerçants et pour dettes commerciales, ou si la saisie-arrêt avait été autorisée, en admettant qu'une telle autorisation fût possible, par ordonnance du président du tribunal de commerce. La juridiction commerciale, en effet, n'est jamais compétente pour connaître de la validité ou des effets des saisies-arrêts (1).

(1) Paris, 12 février 1886, D. 87.2.7 ; Rouen, 31 décembre 1898, D. 99.2.436 ; Cass., 11 décembre 1923 ; *Gaz. Pal.*, 1924.1.260 ; Cass., 7 juillet 1925, *Gaz. Pal.*, 1925.2.511.

Signalons toutefois que le président du tribunal de commerce répond parfois à des requêtes à fin de saisie-arrêt et autorise même à l'avance, dans son ordonnance, un cantonnement éventuel ; il stipule qu'après consignation d'une somme qu'il évalue sur-le-champ, le débiteur saisi sera autorisé à toucher sa créance des mains du tiers saisi. Mais ces actes isolés de juridiction non contradictoire, émanant de magistrats consulaires, ne paraissent pas avoir été l'objet de décisions contentieuses et ne sauraient faire à eux seuls jurisprudence ; ils n'infirmement pas l'opinion que nous soutenons.

Il y a lieu, en outre, de préciser l'application possible de la législation de 1907 aux saisies-arrêts de droit commun de la compétence du juge de paix.

Lorsqu'il a prescrit l'intervention du juge des référés, le législateur de 1907 n'a eu certainement en vue que le cas où la saisie, dont il s'agit de limiter les effets, est de la compétence du tribunal civil.

Or, tandis qu'autrefois (1) le tribunal civil était exclusivement compétent pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt, la loi du 12 juillet 1905 (art. 14) dispose que « les juges de paix connaissent des demandes en validité, en nullité et en mainlevée de saisies-arrêts et oppositions, autres que celles concernant les Administrations de l'enregistrement et des contributions indirectes, ainsi que des demandes en déclaration affirmative lorsque les causes des saisies n'excèdent pas les limites de leur compétence, sans

(1) Limoges, 4 juin 1856, D. 57.2.4 ; Alger, 8 février 1860, D. 61.2.159. — Garsonnet et Cézard-Bru, 3^e édit., t. 4, n^o 207, p. 446.

préjudice de l'application de la loi spéciale du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et des petits traitements. »

En vertu de ce texte, le juge de paix est donc désormais compétent pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt lorsque le montant de la créance pour le recouvrement de laquelle a été pratiquée la saisie, n'excède pas les limites de sa compétence ordinaire fixée à 3.000 francs par le décret du 5 novembre 1926. Le juge de paix serait encore compétent s'il s'agissait d'une créance dont il aurait le droit de connaître même au delà de 3.000 francs, par application des articles 3 et suivants de la loi de 1905. Toutefois, il n'est jamais compétent lorsque la saisie a été pratiquée à la requête de l'Administration de l'enregistrement ou des contributions indirectes (1).

Le juge de paix, valablement saisi de la demande en validité, est en général compétent pour statuer aussi sur la question de l'existence et du montant de la créance du saisissant non muni d'un titre exécutoire ; par le même jugement il condamnera le débiteur à payer sa dette et déclarera la saisie valable. Il en serait toutefois autrement si la saisie-arrêt avait été pratiquée pour le recouvrement d'une créance qui, bien que n'excédant pas 3.000 francs, serait exclusivement, par sa nature, de la compétence du tribunal de commerce. En ce cas, le juge de paix resterait bien compétent sur la demande en validité, mais il devrait surseoir à statuer jusqu'à ce que la

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 242.

juridiction consulaire ait prononcé sur l'existence et le montant de la créance (1).

Cela étant, est-ce que la loi de 1907 s'applique aux saisies-arrêts de la compétence du juge de paix ? La règle de large interprétation, que nous avons posée, conduit à une réponse affirmative. Il est certain que, dans l'hypothèse envisagée, le saisi ne peut s'adresser au président du tribunal civil pour obtenir la limitation des effets de la saisie ; le juge des référés n'a pas qualité pour statuer quand il s'agit d'une affaire qui est, au fond, de la compétence du juge de paix. Il est donc conforme à l'esprit de la loi de 1907 (qui est de rendre le cantonnement possible dans tous les cas où le besoin s'en fait sentir) d'autoriser le juge de paix à ordonner la mainlevée de la saisie moyennant consignation dans les termes de l'article 567. On doit ajouter, pour fortifier l'argument, que c'est précisément dans l'hypothèse considérée qu'il importera le plus fréquemment, à raison du chiffre peu élevé de la créance du saisissant, d'obtenir une limitation des effets de la saisie.

Cette solution, acceptée au lendemain de la loi de 1907 (2) n'a pas été contestée. Il reste seulement à savoir si le juge de paix statue alors en référé. La négative s'impose si l'on s'attache au caractère exceptionnel de la procédure du référé devant la juridiction de paix. C'est donc à son audience que le juge de paix statuera, sur citation délivrée par le saisi au créancier saisissant.

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 242.

(2) Trib. paix Vouvray, 4 août 1908, *Journal des Juges de paix*, 1909, p. 563.

Il en résulte que le juge de paix aura rarement à connaître de la question qui nous occupe, car, en pratique, sa décision au fond pourra être connue et exécutée presque aussi rapidement que celle qu'il rendrait sur la limitation des effets de la saisie-arrêt. L'intérêt ne se révélerait que dans le cas où une mesure d'information, expertise ou enquête, ajournerait le jugement au principal. Ce sont surtout, nous l'avons dit, les lenteurs du rôle qui provoquent tant de référés afin de cantonnement devant le Tribunal civil de la Seine.

CHAPITRE TROISIÈME

Pouvoirs du Juge.

Le président statuant en référé, est juge de l'opportunité de la mesure sollicitée. Il en est de même du juge de paix statuant à son audience. Le magistrat apprécie, suivant les circonstances, s'il y a lieu ou non d'ordonner la mainlevée moyennant consignation. S'il l'accorde, il convient de rechercher ce que doit et ce que peut contenir l'ordonnance, quelle est l'exacte portée des dispositions de celle-ci.

Toutes les questions se rapportant aux pouvoirs du juge se groupent naturellement autour de la consignation, qui est la pièce maîtresse de la procédure de la loi de 1907.

Il y a lieu de déterminer ces pouvoirs en ce qui concerne :

- 1^o Le montant de la consignation ;
- 2^o L'objet de la consignation ;
- 3^o Les modes de la consignation ;
- 4^o La désignation du dépositaire de la consignation.

SECTION PREMIÈRE

Montant de la consignation.

Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire pour l'appréciation du montant de la créance du saisissant en vue de déterminer l'importance de

la garantie à exiger de la partie saisie. Ce pouvoir échappe au contrôle de la Cour de cassation (1).

Si la saisie a été pratiquée en vertu de l'autorisation du président, l'ordonnance d'autorisation contient déjà une évaluation de la créance, mais cette évaluation a été faite au seul vu des justifications produites par le saisissant et sans que la partie saisie ait pu les contester. Aussi faut-il admettre que le juge des référés n'est aucunement lié par cette évaluation ; il peut évaluer la créance à un chiffre inférieur après avoir entendu la partie saisie ; il peut aussi l'évaluer à un chiffre supérieur, si le saisissant apporte de nouvelles justifications établissant l'insuffisance de la première évaluation.

Quand la saisie-arrêt repose sur un titre de créance (reconnaissance de dette, jugement, etc.), il semble bien que l'évaluation ne comporte, en général, aucune difficulté ; il suffit de calculer les accessoires, intérêts et frais, qui peuvent s'ajouter au principal.

Le pouvoir d'appréciation du président est-il donc entièrement libre dans l'hypothèse où le saisissant invoque un titre, et surtout un titre exécutoire ?

La Cour de cassation répond affirmativement dans l'arrêt précité du 27 novembre 1923. De ce que la loi ne distingue pas entre les saisies faites avec permission du juge et les saisies faites en vertu d'un titre, cet arrêt déduit que le juge des référés n'est pas lié, dans la détermination du chiffre de la somme saisie-arrêtée qui sera affectée à la créance du saisissant, par les énonciations du titre, et son apprécia-

(1) Cass. civ., 27 novembre 1923, S. 1924.1.84.

tion échappe au contrôle de la Cour de cassation (1).

C'est la solution qui répond le mieux à la conception du législateur de 1907 relativement au pouvoir du juge des référés ; la loi lui accorde plein pouvoir pour déterminer la somme à consigner. Sans doute le texte parle d'une somme « suffisante pour répondre éventuellement des causes de la saisie ». Mais le point de savoir quelle est cette somme suffisante rentre précisément dans le domaine d'appréciation du juge qui s'attache non seulement aux réclamations du saisissant, mais encore au montant de la créance saisie, à la solvabilité du débiteur, à tous les éléments et à toutes les éventualités favorables ou défavorables à chacune des parties. Peut-on objecter que le juge des référés porterait préjudice au principal en donnant mainlevée moyennant consignation d'une somme inférieure à celle inscrite au titre en vertu duquel la saisie a été pratiquée ? Cette objection est facile à dissiper. D'une part, le juge des référés, en tant qu'il ordonne la mainlevée, statue définitivement (2) ; d'autre part, le juge du fond reste libre de fixer le montant de la créance du saisissant, sans avoir égard à la somme arbitrée en référé, la procédure de saisie-arrêt et la demande en condamnation étant, nous l'avons dit, deux instances distinctes. Aucun préjudice n'est donc fait au principal par le juge des référés.

(1) Cass. civ., 27 novembre 1923, S. 1924.1.84 ; Paris, 30 juin 1908, S. 1911.2.5.

(2) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, t. 2, n° 329, et t. 4, p. 307 ; Jolibois, *La réforme des référés sur placets et le projet Cruppi*, thèse Paris, 1913, p. 66.

Que la saisie-arrêt soit faite en vertu d'un titre ou de la permission du juge, le président statuant en référé a tout pouvoir d'apprécier le montant de la créance du saisissant afin de préciser la garantie à fournir par le débiteur.

Dans l'évaluation qu'il est appelé à faire de la somme à consigner, le juge des référés ne doit pas uniquement considérer les prétentions du saisissant quant à l'importance de ses droits ; il doit tenir compte de l'ensemble des éléments qui lui sont fournis, notamment des modifications de fait survenues depuis la création du titre de créance ou depuis la permission de saisir donnée par le juge (1).

S'il y a plusieurs saisissants, c'est l'ensemble des créances qui doit être évalué par le juge ; en effet, la garantie à exiger de la partie saisie doit être suffisante pour assurer le recouvrement des diverses créances. L'évaluation de chacune des créances sera faite en toute liberté par le juge ; rien n'oblige du reste celui-ci à indiquer dans son ordonnance l'évaluation distincte de chaque créance, il suffit qu'il fixe le montant global de la garantie à fournir par la partie saisie.

Ajoutons que le juge, qui a fixé la consignation à telle somme, peut, sur de nouvelles instances du saisi, et par des ordonnances ultérieures, réduire ce montant à des sommes moindres. Ce point sera étudié dans le chapitre suivant.

(1) Paris, 30 mars 1926, *Gaz. Pal.*, 1926.2.109.

LE CANTONNEMENT A UN FRANC

A son extrême limite, le pouvoir discrétionnaire d'appréciation du juge des référés quant à la fixation de la somme à consigner peut aboutir, pratiquement, à lui conférer la liberté d'ordonner, même après l'assignation en validité, la mainlevée pure et simple de la saisie. Ainsi se trouve mise en échec la jurisprudence de la Cour de cassation, que nous avons rappelée dans un chapitre précédent, et à laquelle la loi de 1907 n'a pas prétendu porter atteinte.

Aux termes de cette jurisprudence, en effet, le juge des référés cesse d'être compétent, à partir du moment où le tribunal est saisi de la demande en validité, pour ordonner la mainlevée pure et simple de toute saisie-arrest, qu'elle soit opérée en vertu d'un titre ou avec permission du juge. La loi de 1907 n'a autorisé le juge des référés à ordonner la mainlevée « en tout état de cause et quel que soit l'état de l'affaire » que moyennant consignation de somme suffisante. La règle jurisprudentielle subsiste donc. La mainlevée pure et simple excède la compétence du juge des référés, à partir de l'assignation en validité. Ce qui lui est permis par la nouvelle disposition légale, même après cette assignation, c'est seulement la mainlevée moyennant consignation.

Or supposons que le juge des référés estime inexistante la créance du saisissant, on estime nulle la saisie-arrest pour avoir été pratiquée sans titre ni permission du juge ; il lui est possible d'arbitrer à une somme minime, un franc, par exemple, la garantie à fournir. Ce faisant, il use du pouvoir souverain

qui lui appartient d'arbitrer l'importance de la garantie et de la proportionner à la créance du saisissant. Mais sa décision sur ce point équivaut, en pratique, à autoriser la partie saisie à se faire payer par le tiers saisi sans exiger aucune consignation préalable. Cette dispense de consignation aboutit, en fait, à la mainlevée pure et simple. Et celle-ci peut être ordonnée par le juge des référés même postérieurement à l'assignation en validité.

Cette pratique du cantonnement à un franc doit être examinée de très près tant au point de vue de la réaction qu'elle manifeste contre la jurisprudence en question de la Cour de cassation qu'au point de vue de sa correction juridique même.

Il apparaît, d'abord, que la solution singulièrement restrictive de la Cour de cassation, d'après laquelle le président ne peut plus, dès l'assignation en validité, rétracter l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt, aboutit pratiquement à priver presque toujours le débiteur du droit d'obtenir cette rétractation ; celui-ci, en effet, ne connaît d'ordinaire la saisie que par la dénonciation qui lui en est faite et qui s'accompagne de l'assignation en validité (art. 563, C. proc. civ.). L'acte qui dénonce la saisie au débiteur le prive en même temps du droit d'en référer au président. C'est pourquoi l'on s'est efforcé d'échapper aux conséquences d'une solution impliquant l'inefficacité de la réserve de référé en cas de difficulté (1).

La pratique a en premier lieu imaginé le moyen

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, t. 4, p. 208.

suivant. Le président formule ainsi son ordonnance : « Disons que la présente ordonnance sera signifiée au débiteur saisi trois (ou cinq) jours au moins avant la dénonciation contenant assignation en validité ». Ainsi obligation est imposée au saisissant de signifier l'ordonnance par un acte distinct et de ne pas dénoncer la saisie-arrêt avec assignation en validité avant un certain délai imparti dans l'ordonnance. De cette manière, dans l'intervalle séparant la dénonciation de la saisie et l'assignation en validité, le président peut, avant que l'instance soit commencée, rétracter sa première ordonnance. Il faut toutefois se hâter et ne pas oublier que l'article 563 du Code de procédure civile exige que les deux actes, la dénonciation de la saisie et l'assignation en validité, aient lieu dans la huitaine de l'opposition faite entre les mains du tiers saisi (1).

Une telle pratique, courante au Tribunal de la Seine (2), demeure, malgré les raisons d'utilité qui l'inspire, d'une légalité très douteuse. Elle introduit dans la procédure de saisie-arrêt une formalité nouvelle, la signification de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt, et pose dès lors la question délicate de savoir dans quelle mesure il appartient au juge de créer des formes nouvelles de procédure. On se demande, en outre, quelle sera la sanction si le créancier ne se conforme pas aux prescriptions de l'ordon-

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 208.

(2) Paris, 24 avril 1891, D. 91.5.467 ; Paris, 3 octobre 1891, S. 92.2.209 et la note.

nance et dénonce immédiatement la saisie avec assignation en validité (1). La jurisprudence contestable de la Cour de cassation conduit de la sorte à la création d'une procédure extra-légale sinon illégale (2).

Parallèlement à la pratique précédente, une autre pratique tend à se former, dans le cadre de la loi de 1907, en vue de réagir contre la persistance jurisprudentielle de la Cour de cassation ; c'est celle du cantonnement à un franc. Pour obtenir rétractation, même après assignation en validité d'une ordonnance autorisant saisie-arrêt, on met en jeu la procédure de mainlevée moyennant affectation spéciale. Le juge, en réduisant la consignation à une somme infime, donne en réalité mainlevée pure et simple. La règle jurisprudentielle si gênante se trouve de cette sorte ingénieusement tournée.

Cette pratique nouvelle offre une apparence de correction logique et juridique. Le juge a plein pouvoir pour déterminer quelle est la somme suffisante pour répondre éventuellement des causes de la saisie. Estimant que la créance prétendue du saisissant n'existe pas, ou que la saisie-arrêt pratiquée est nulle, il arbitre à une quantité voisine de zéro la somme à consigner. S'il ne l'arbitre pas à zéro, c'est

(1) V. à cet égard : Paris, 10 janvier 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.1.586 ; Trib. Lyon, 26 novembre 1929, *Gaz. Pal.*, 2 janvier 1930.

(2) V. à cet égard : Paris, 10 janvier 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.1.586 ; Trib. civ. Lyon, 26 novembre 1929, *Gaz. Pal.*, 2 janvier 1930. — Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 208.

uniquement pour dissimuler une mainlevée pure et simple sous le simulacre d'une mainlevée moyennant consignation. Là se révèle l'usage de moyens par trop détournés, si l'on pense, avec la Cour de cassation, que le juge des référés ne peut donner mainlevée pure et simple après la demande en validité. Le cantonnement à un franc disparaîtrait le jour où la Cour suprême, abandonnant sa manière de voir restrictive, reconnaîtrait au juge des référés le pouvoir de donner mainlevée pure et simple en tout état de cause. La procédure de la loi de 1907 ne serait plus alors utilisée que dans le but même qui l'a fait instituer, et l'on ne verrait plus que des consignations réelles et sérieuses.

La pratique du cantonnement à un franc n'a pas encore, à notre connaissance, été soumise à l'appréciation d'une Cour d'appel. Ce fait lui-même est plein d'enseignements. Ne montre-t-il pas, en effet, que les créanciers cantonnés à un franc ont conscience de l'inexistence de leur créance ou de la nullité de la saisie qu'ils ont faite ? S'ils n'en étaient pas persuadés, ils interjetteraient appel des ordonnances dont il s'agit. Par cela même se trouve démontré le caractère équitable et rationnel, quoique un peu trop habile, de ces ordonnances, qui font songer aux décisions du prêteur devant la rigidité des institutions romaines. On peut d'ailleurs faire valoir, en faveur de la juridiction du référé, l'excuse qu'elle trouve dans la jurisprudence de la Cour de cassation ; si celle-ci interprétait la loi avec moins de rigueur, celle-là ne commettrait pas l'excès de subtilité qu'on est obligé, avec regret, de lui reprocher.

SECTION DEUXIÈME

Objet de la consignation.

On s'est parfois demandé si le juge des référés pourrait ordonner que la consignation fût fournie en valeurs mobilières ou en objets mobiliers au lieu de consister en espèces.

La question s'est présentée une première fois dans le cas suivant. M... avait frappé de saisie-arrêt les sommes pouvant être dues par les villes de Brest et de Saint-Malo à la société l'O... et ce, afin de garantir le paiement de 280.000 francs, montant des condamnations prononcées contre elle par un jugement du Tribunal de commerce de Saint-Malo. Pour obtenir mainlevée de ces saisies-arrêts, cette société avait offert de déposer à la Caisse des dépôts et consignations des bons du Trésor à échéance de six mois ; elle avait, par suite, assigné en référé M... et, en exécution de l'ordonnance rendue par le président du Tribunal civil de Saint-Malo, elle avait versé à la caisse du receveur des finances à Saint-Malo des valeurs constituées en bons de la défense nationale qui représentaient 280.000 francs.

L'ordonnance ayant été frappée d'appel, la Cour de Rennes, le 11 juin 1924, statua en ces termes : « Considérant qu'aux termes de l'article 567 du Code de procédure civile modifié par la loi du 17 juillet 1907, si la partie saisie peut se pourvoir en référé afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi, nonobstant l'opposition, c'est à la condition de verser à la Caisse des dépôts et consignations « *somme* »

suffisante arbitrée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de la saisie-arrêt, dans le cas où le saisi se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur. Or, considérant que la Compagnie l'O... ne s'est pas, en définitive, conformée strictement à cette prescription ; qu'en effet, on ne saurait ordonner la substitution de titres ou de valeurs d'emploi ou de remplacement aux deniers arrêtés ; que l'intimée a été condamnée à payer à M... la somme précitée et non une compensation arbitraire plus ou moins équivalente ; qu'au surplus les valeurs consignées ne sont ni escomptables, ni négociables, les bons de la défense nationale n'étant réalisables qu'à la condition d'avoir 90 jours d'échéance et sous déduction d'un escompte onéreux supérieur à l'intérêt qu'ils produisent ; qu'enfin la consignation ordonnée est insuffisante, la valeur des bons devant être diminuée de l'intérêt touché d'avance et les intérêts en cours jusqu'au paiement se trouvant augmentés de ceux échus depuis le 14 mars 1924. Par ces motifs, réforme l'ordonnance de référé susvisée (1). »

Quelques années après, une question de même ordre se posa devant la Cour de Bordeaux, dans une espèce où la consignation avait été ordonnée, non pas en valeurs mobilières, mais en objets mobiliers.

Pour sûreté et conservation d'une somme de 7.000 francs, Labat avait pratiqué une saisie-arrêt sur une voiture automobile appartenant à Denin, détenue par la dame Tabar, ainsi que sur tous objets

(1) Rennes, 11 juin 1924, D. 1927.2.64, et *Gaz. Pal.*, 1924.2.232.

et effets mobiliers et accessoires que celle-ci pouvait détenir pour le compte de Denin. Une ordonnance de référé avait décidé que les effets de cette saisie-arrêt seraient cantonnés au châssis et au moteur de la voiture et avait prononcé mainlevée de la saisie sur les autres objets.

La Cour de Bordeaux a estimé, dans son arrêt du 7 avril 1927, que le privilège créé dans les termes de la loi de 1907 au profit du saisissant, par l'ordonnance de référé, n'existe que si cette ordonnance a été exécutée par la consignation d'une somme d'argent. Ce serait, pense la Cour, étendre abusivement les dispositions de la loi de 1907 que de considérer le châssis auquel l'effet de la saisie-arrêt a été limité, comme tenant lieu de la somme à déposer (1).

En décidant que la consignation doit avoir nécessairement pour objet une somme d'argent, les décisions précédentes s'attachent trop étroitement à la lettre du texte. Elles ne sont pas, à notre avis, suffisamment pénétrées de son esprit. Si, en effet, l'affectation spéciale est un gage constitué, sur proposition du saisi, par la décision d'un juge qui en arbitre équitablement l'objet et les conditions, pour assurer la garantie éventuelle d'une créance encore litigieuse, pourquoi ce gage aurait-il nécessairement pour objet une somme d'argent ? Pourquoi forcer le saisi à réaliser tout de suite en espèces, dans des conditions peut-être désavantageuses, un objet mobilier dont la valeur apparaît au juge comme largement suffisante

(1) Bordeaux, 7 avril 1927, D. 1928.2.177.

pour répondre éventuellement des causes de la saisie ? Il y a là un formalisme exagéré (1).

On a objecté (2) qu'un objet autre que de l'argent peut se déprécier et que le saisissant, attributaire de la consignation, ne peut être contraint de recevoir autre chose que ce qui lui est dû. Nous répondrons avec M. Chéron (3) qu'il appartient au juge de faire porter l'affectation sur des meubles d'une valeur assez certaine et assez stable pour que le saisissant soit amplement garanti ; et, d'autre part, il s'agit non pas de payer *aliud pro alio*, mais de constituer comme sûreté d'une créance encore contestée un gage qu'il suffit de pouvoir plus tard convertir en argent. En parlant de la consignation d'une somme, la loi a envisagé le cas le plus usuel, celui où le saisi offre de consigner des espèces, notamment de consigner une partie de la somme que lui doit le tiers saisi quand la saisie-arrêt a pour objet une créance de somme d'argent. Mais elle n'a pas entendu prohiber la consignation d'un autre objet qui, en raison de sa valeur, constituerait, suivant l'opinion du juge, un gage suffisant pour le saisissant. A cet égard, et sur ce point seulement, il a été bien jugé par la Cour de Rennes : La consignation n'est pas valable si elle ne constitue pas un gage *suffisant*.

La consignation devrait nécessairement s'opérer en espèces si elle était un paiement conditionnel fait par le saisi au saisissant, c'est-à-dire un paiement

(1) Note Chéron sous Bordeaux, précité.

(2) Note sous Rennes, précité.

(3) Note précitée.

subordonné à la reconnaissance de la créance du saisissant. Effectuée en autre chose que de l'argent, elle deviendrait alors une dation en paiement, qui ne serait possible qu'avec l'agrément du saisissant et qui ne pourrait être imposée à ce dernier. Mais l'idée du paiement conditionnel, qui a été effectivement soutenue en doctrine et qui a eu des échos en jurisprudence, est fausse en notre matière, ainsi que nous nous attacherons à le démontrer. En réalité, la consignation n'est pas un paiement, mais bien une garantie de paiement. Dès lors, rien ne s'oppose à ce que cette garantie soit fournie, sur l'ordre du juge, en objets mobiliers ; il reste uniquement à apprécier, en fait, si ces objets offrent la certitude et la stabilité de valeur nécessaires pour qu'ils remplissent leur fonction de garantie.

SECTION TROISIÈME

Modes de la consignation.

La consignation peut être effectuée de deux façons :

En premier lieu, il est possible que le saisi se procure, en dehors de sa créance saisie-arrêtée, une somme d'argent égale à la somme arbitrée, et qu'il en fasse le versement à la personne ou à l'établissement désigné comme dépositaire.

En second lieu, la somme à consigner peut être prélevée sur les fonds saisis-arrêtés. Le juge dit alors que l'intégralité de ces fonds sera remise au séquestre, lequel, conservant par devers lui somme égale à la somme arbitrée, versera le surplus au débiteur

saisi. Le juge peut même constituer séquestre le tiers saisi lui-même, qui, conservant la somme arbitrée, versera le surplus au saisi (1).

Dans le premier cas, la consignation est laissée à l'initiative du saisi aux termes mêmes de l'ordonnance. La somme nécessaire provient alors du patrimoine du saisi, en dehors des biens frappés d'opposition. Admettre que l'exécution pourrait être poursuivie par le saisissant serait permettre à ce dernier des actes d'exécution incompatibles avec le caractère des créances en vertu desquelles la saisie-arrêt peut être pratiquée.

Dans le second cas, la consignation est effectuée par autorité de justice. Ne peut-on pas dire alors que si le saisi conserve toujours l'initiative de la demande, l'exécution, c'est-à-dire la réalisation de la consignation et l'affectation spéciale, peuvent être imposées au débiteur ? Aussi bien l'opération est alors limitée aux seuls fonds déjà indisponibles par l'effet de la saisie-arrêt, à l'exclusion de tous autres biens du débiteur-saisi.

Suivant une opinion, la loi de 1907 ne permettrait l'affectation spéciale que moyennant le versement par le saisi au dépositaire désigné d'une somme, égale à la somme arbitrée, prise en dehors des fonds saisis-arrêtés. Le juge excéderait ses pouvoirs en prescrivant l'affectation spéciale dans d'autres conditions. En ce faisant, en effet, en effectuant en quelque sorte lui-même la consignation, il ne se bornerait pas à autoriser l'affectation spéciale, il l'ordonnerait, alors

(1) Voir à ce sujet, *infra*, section 4^e, « la désignation du dépositaire de la consignation », page 70.

que le législateur ne l'aurait investi que d'un simple pouvoir d'autorisation.

Selon cette opinion, il y aurait lieu d'attribuer à la consignation une nature juridique différente selon qu'elle est effectuée d'une manière ou d'une autre. Si elle est opérée au moyen d'une somme que le saisi se procure en dehors de sa créance saisie-arrêtée, elle constituerait un paiement conditionnel en espèces ; si elle est opérée sur les fonds saisis-arrêtés, elle serait un paiement conditionnel par voie de délégation, transport ou cession de créance. Le paiement conditionnel en espèces serait seul admis par la loi.

Telle est l'analyse contenue dans le jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 mai 1923 qui, dans une espèce où la consignation avait été faite aux mains du tiers saisi, a décidé qu'il n'y avait pas affectation spéciale :

« Attendu qu'aucune somme n'a été consignée par D... qui n'a fait par conséquent aucun paiement conditionnel, et qu'en décrétant de sa propre autorité une affectation spéciale des sommes et valeurs saisies-arrêtées à la garantie des créances de la dame M... saisissante, le juge a outrepassé ses droits et méconnu le principe incontesté en vertu duquel une saisie-arrêt ne confère au saisissant aucun droit de préférence au regard des autres créanciers sur la chose saisie » (1).

Un auteur (2) approuve en ces termes cette manière de voir : « Si les parties sont majeures et maîtresses de leurs droits, et si elles se mettent d'accord, elles

(1) Trib. civ. Seine, 19 mai 1923, *Gaz. Pal.*, 1923.2.275.

(2) V. la note signée P. V. sous le jugement précité, *Gaz. Pal.*, 1923.2.275.

peuvent convenir librement à leurs risques et périls ce qui leur convient. Le juge n'a qu'à leur en donner acte, sans rien prescrire de sa propre initiative. Mais lorsque le saisissant résiste, le juge des référés ne pourrait faire autre chose que de se conformer strictement aux dispositions du texte nouveau, c'est-à-dire autoriser le saisi à consigner une somme qu'il arbitrera, et dire que, sur le vu de cette consignation, le saisi pourra toucher ce qui lui revient des mains du tiers saisi... Le juge doit se renfermer — de toute rigueur et très étroitement — dans la stricte limite des attributions nouvelles que lui confèrent certaines lois spéciales...

Le cantonnement proprement dit, c'est-à-dire la limitation des effets de la saisie-arrêt à une somme arbitrée par le juge et affectée spécialement à la garantie de la créance du saisissant, se réduit en définitive à un paiement conditionnel par voie de délégation, transport ou cession de créance, ce qui revient au même ; or, en cas de faillite, cette opération tombe nécessairement sous le coup de la nullité radicale édictée par l'article 446 du Code de commerce. Au contraire, la consignation d'une somme que le saisi se procure en dehors de sa créance saisie-arrêtée constitue un paiement conditionnel en espèces, qui est simplement annulable en vertu de l'article 447 du même Code, si le saisissant avait eu préalablement connaissance de la cessation des paiements. Il y a donc un intérêt réel et très certain à ce que le juge n'impose pas, de sa propre autorité, au saisissant qui n'apporte pas son consentement une situation pire que celle résultant de la loi. L'article 567 nouveau

du Code de procédure civile permet au saisi de contraindre le saisissant à recevoir un paiement en espèces conditionnel, il ne l'oblige pas à accepter un paiement conditionnel par voie de délégation, transport ou cession de créance, mode de paiement qui présente beaucoup moins de garanties qu'un versement en espèces. Le juge des référés n'a pas ici le droit de faire autre chose que d'arbitrer la somme à consigner et de dire que, si cette consignation a lieu, le saisi pourra, nonobstant l'opposition, toucher des mains du tiers saisi ce qui lui est dû. »

Laissons de côté, pour l'instant, la répercussion, que nous examinerons plus tard, de cette théorie en matière de faillite (1). Considérons la théorie en elle-même, c'est-à-dire la conception strictement limitée qu'elle présente du pouvoir du juge. Tout ce pouvoir se réduirait à une autorisation donnée au saisi de consigner la somme arbitrée et de toucher des mains du tiers saisi. Le juge n'ordonnerait pas la consignation ; il ne déciderait pas de sa propre autorité l'affectation spéciale qui devrait être nécessairement l'œuvre du saisi lui-même.

On ne comprend guère, pratiquement, que le saisi n'use pas de l'autorisation de consigner qu'il a sollicitée ; il est permis cependant de supposer que le saisi ne dispose pas de la somme suffisante pour faire la consignation, ou, d'une façon très générale, qu'il ait un motif quelconque de ne point l'opérer.

(1) Disons tout de suite, cependant, que l'objection tirée de l'intérêt du saisissant tombe si nous admettons, comme nous le verrons, que le privilège est opposable à la masse même si la consignation a été effectuée au cours de la période suspecte.

Il n'est donc pas indifférent de savoir si le juge a simplement autorisé la consignation, ou s'il l'a ordonnée, s'il a décidé de sa propre autorité l'affectation spéciale ou s'il l'a seulement permise.

L'intérêt de la question apparaît tout d'abord lorsque le saisi se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'ordonnance parce qu'il ne possède pas une somme égale à la somme arbitrée pour la consignation. Le saisi a alors le droit de faire la consignation ; mais il ne peut, faute de ressources, profiter de ce droit. Si l'on admet que le débiteur saisi ne peut obtenir qu'une autorisation de consigner, celle-ci reste inutile, car le juge ne peut prendre aucune mesure propre à assurer l'exécution de son ordonnance. Des mesures de cette nature sont au contraire possibles si l'on admet que le juge ordonne la consignation et l'affectation spéciale. Il peut décider que la somme arbitrée sera prise sur les fonds arrêtés ; qu'en ce cas la totalité de ces fonds sera remise au séquestre qui, conservant entre ses mains la somme arbitrée, paiera le surplus à la partie saisie ; le juge peut d'ailleurs décider que le tiers saisi lui-même sera séquestre de la somme arbitrée et versera le surplus au saisi, son créancier. Ces solutions ne seraient pas admissibles, en tout cas ne seraient pas juridiquement explicables, si l'exécution de l'ordonnance nécessitait absolument un fait personnel du saisi, à savoir le versement de la somme arbitrée ; le juge se bornant à autoriser, n'ordonnant rien, ne pourrait substituer un tiers au saisi purement et simplement autorisé. L'ordonnance demeurerait platonique et la procédure de la loi de 1907 perdrait une bonne partie de son efficacité.

Le texte de la loi de 1907, sans la formuler expressément, n'est pas contraire à l'idée d'une ordonnance impérative. « Le dépôt ainsi *ordonné* sera affecté spécialement aux mains du tiers détenteur à la garantie des créances pour sûreté desquelles la saisie-arrêt aura été opérée... », dit le texte. Ainsi donc le dépôt, c'est-à-dire la consignation, n'est pas autorisé, mais ordonné. C'est ce dépôt ainsi ordonné qui reçoit cette destination : l'affectation spéciale, et c'est à la création de ce privilège qu'est subordonnée l'autorisation de toucher. Le but du législateur de 1907 a été de rendre possible l'affectation spéciale, qui ne l'était pas dans l'état antérieur du droit, par autorité de justice, et de donner à cette procédure son maximum d'efficacité protectrice du débiteur, tout en sauvegardant les intérêts du créancier saisissant. Or on limiterait cette efficacité, comme nous l'avons vu, en réduisant le pouvoir du juge à un simple pouvoir d'autorisation. Cette limitation ne serait d'aucune utilité pour le saisissant, puisque celui-ci jouit d'un privilège sur la somme consignée d'une manière ou d'une autre.

Il est vrai que le droit ouvert au saisi de toucher du tiers saisi est subordonné, dans le texte de 1907, « à la condition de *verser* somme suffisante ». Mais le mot verser ne saurait avoir ici le sens strict que lui prête l'opinion que nous avons combattue ; ce serait une singulière interprétation que celle qui tendrait, dans notre matière, à réduire au minimum la portée de dispositions que le législateur a très largement conçues.

Il est vrai aussi que la loi porte : « la partie saisie-

arrêtée pourra se pourvoir en référé afin d'obtenir l'*autorisation* de toucher du tiers saisi... à la condition de verser... » Mais le mot autorisation n'est nullement en contradiction avec les mots « dépôt ainsi ordonné » dont nous avons tiré argument. Il se rapporte au fait de percevoir les fonds rendus disponibles, à la suite et comme conséquence de la consignation qui, elle est, « ordonnée ». Le pouvoir du juge d'ordonner la consignation, soit par l'une, soit par l'autre des méthodes que nous avons indiquées, se concilie sans effort avec le caractère facultatif de la procédure de 1907 : l'initiative de la demande reste toujours au saisi, et au saisi seul. Mais on méconnaîtrait gravement le sens même de la législation de 1907 si l'on réduisait tout le pouvoir du juge à une autorisation.

Le juge peut donc prescrire à un tiers de réaliser la consignation dans l'intérêt du débiteur, lorsque celui-ci est dans l'impossibilité de l'effectuer lui-même. Alors il ne se borne plus à autoriser, il ordonne.

Ce caractère d'autorité étant admis, le débiteur peut-il, après avoir demandé et obtenu une semblable ordonnance, la laisser lettre morte ?

L'affirmative semblerait résulter du rapport de M. Raynaud, qui s'exprime en ces termes : « ...c'est la partie saisie qui seule a qualité pour solliciter et obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi *et en profiter ensuite si elle le juge bon...* » Un jugement du Tribunal civil de la Seine (1) s'est appuyé sur cette

(1) Trib. civ. Seine, 24 février 1930, *Semaine juridique*, 1931, p. 189.

phrase pour rejeter une demande en dommages-intérêts formée par le créancier saisissant contre le séquestre (celui-ci avait mission de prendre la somme séquestrée sur les fonds saisis-arrêtés, et à défaut d'instructions du saisi, avait omis de le faire, laissant ainsi échapper, au cours d'événements postérieurs, la créance du saisissant qui ne se trouvait pas nanti d'affectation spéciale).

Il est permis de penser que M. Raynaud n'envisageait pas la pratique exposée plus haut et n'avait en vue que le cas où le débiteur est autorisé à faire la consignation de ses deniers restés libres.

Dans ce cas, nous l'avons dit, l'initiative demeure au débiteur-saisi, même après que l'ordonnance a été rendue.

Mais, et il semble que le jugement précité n'a pas fait cette distinction, si nous reconnaissons au juge le pouvoir d'ordonner que la consignation sera réalisée par un tiers, pouvoir consacré au cours de l'application de la loi, ne devons-nous pas admettre dans ce cas que l'exécution pourra être poursuivie non seulement par le débiteur saisi mais aussi par le saisissant ?

Avant la loi de 1907, lorsque le juge constatait simplement le contrat de nantissement passé entre saisissant et saisi, l'accord des volontés ainsi réalisé ne faisait-il pas naître, théoriquement du moins, le droit de demander en justice l'exécution du contrat ; n'avait-il pas le caractère obligatoire des conventions librement consenties (1) ? Le juge a reçu du légis-

(1) Voir à ce sujet Paris, 16 novembre 1883, rapporté en note par Tissier, S. 98.2.73.

lateur un pouvoir plus grand : sa décision, si elle supplée aux conventions, tient lieu également de loi. Les ordonnances de référé ont en effet les caractères des jugements, qui font autorité entre les parties et peuvent être exécutés même par celle qui a succombé : le décret du 16 février 1807, article 8, prévoit que « lorsque la partie qui a succombé a intérêt à se procurer la grosse du jugement... dans le cas où la partie adverse négligerait de le faire », ...elle fait sommation à l'autre partie d'avoir à la lever dans les trois jours. Si satisfaction n'a pas été donnée « *la partie qui a succombé peut lever le jugement* ». Cette faculté est aussi constatée par un arrêt de la Chambre des requêtes du 24 mai 1864 (1), aux termes duquel « l'exécution forcée *lorsqu'elle est poursuivie contre la partie qui a obtenu gain de cause par la partie qui a succombé...* » (n'est pas subordonnée à signification à avoué).

A ces arguments théoriques on peut ajouter deux observations :

En premier lieu, le droit de nantissement n'est pas étendu en dehors du texte, puisque le saisi reste toujours libre d'en demander la création, comme d'ailleurs il était et est encore libre d'accorder contractuellement un gage à son créancier ; le principal reproche que l'on fait au privilège du premier saisissant, et qui est d'inciter le créancier à pratiquer hâtivement des saisies, ne peut non plus être invoqué ici, le poursuivant étant privé de toute initiative.

En second lieu l'affectation spéciale est réalisée en

(1) Req., 24 mai 1864, D. P., 64.1.306.

dehors de toute préhension, de toute réalisation des biens qui sont en la possession du débiteur saisi ; l'exécution se trouve limitée à des éléments externes du patrimoine et se traduit uniquement par une modification de l'état juridique de ces éléments. L'opération reste donc compatible avec le caractère de la saisie-arrêt.

En fait et en droit, aucune raison n'existe d'abandonner à la seule volonté du débiteur saisi le sort d'une décision contradictoire, comportant des dispositions impératives sollicitées par lui, et qui doit l'obliger, le lier tout autant qu'un contrat, le débiteur ayant d'ailleurs, contre l'ordonnance, la faculté d'user des voies de recours ordinaires.

On peut alors soutenir que, si le magistrat ordonne que la somme à consigner sera prélevée par le séquestre sur les fonds saisis-arrêtés, le créancier, se prévalant de ce dispositif qui n'est plus une simple autorisation, peut lever l'ordonnance et requérir du séquestre qu'il procède à sa mission. Rien ne semble s'opposer non plus à ce que le tiers saisi, s'il a été partie à la procédure, puisse poursuivre l'exécution afin de se libérer, puisqu'aussi bien il a déjà, en droit commun, la faculté de consigner à la Caisse des dépôts les fonds saisis-arrêtés.

Toutefois, en l'absence de dispositions légales, l'exécution forcée de l'ordonnance restera, même dans l'hypothèse envisagée, soumise à la bonne volonté du tiers saisi dans la mesure où celui-ci ne peut être contraint à déclaration affirmative.

On peut donc souhaiter que, si elle ne rétablit pas le privilège du premier saisissant, la loi précise le

caractère obligatoire de l'ordonnance et institue une procédure rapide de déclaration affirmative (1).

SECTION QUATRIÈME

La désignation du dépositaire de la consignation.

Le tiers, aux mains duquel la consignation est faite, peut être une personne quelconque présentant des garanties certaines de solvabilité. Ce sera soit l'un des avoués de la cause, soit un séquestre ou administrateur judiciaire, soit une banque, soit tout autre individu.

Mais le tiers saisi lui-même, si sa solvabilité est incontestable, peut-il être constitué séquestre ? La Cour de Bordeaux, dans l'arrêt précité du 7 avril 1927, a répondu négativement. En l'espèce, une saisie-arrêt pratiquée sur une voiture automobile avait été cantonnée au châssis et au moteur, et la consignation de ces objets avait été ordonnée aux mains mêmes du tiers saisi. La Cour a considéré que la consignation ne produirait au profit du saisissant le privilège exclusif institué par la loi de 1907 qu'à une double condition : celle d'un versement en espèces, celle de ce versement aux mains d'un tiers commis autre que le tiers saisi. Ce serait, dit l'arrêt (2), étendre abusivement les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'article 567 du Code de procédure civile que de considérer le châssis, auquel l'effet de la saisie-arrêt a été

(1) V. *supra*, proposition Bardon, p. 30.

(2) *Dalloz*, 1928.2.177.

limité, comme tenant lieu de la somme à déposer, et la dame Tabar (tiers saisi) comme jouant successivement les deux rôles de tiers saisi et de tiers commis pour recevoir le dépôt et décharger le tiers saisi.

Nous avons critiqué plus haut l'exigence de la Cour en ce qui concerne le versement nécessaire en espèces. Son exigence relative au dépositaire de la consignation est également critiquable.

Sans doute la loi dit que la somme fixée par le juge est versée à la Caisse des consignations ou entre les mains d'un tiers commis. Mais rien dans la loi n'indique que ce tiers commis doive être nécessairement une autre personne que le tiers saisi. Pourquoi ce dernier ne remplirait-il pas le rôle de tiers commis, s'il offre toute garantie de solvabilité ? Le tiers saisi conserverait alors comme tiers commis la somme fixée par le juge et paierait l'excédent au débiteur saisi. Cette opération mérite plus spécialement la dénomination de cantonnement de la saisie-arrêt (1).

Dès avant la loi de 1907, lorsque l'affectation spéciale était en quelque sorte dans sa phase coutumière, le Tribunal civil de la Seine avait pris l'habitude de fixer d'avance, dans les ordonnances autorisant une saisie-arrêt, une certaine somme qui pourrait être affectée à la garantie du saisissant, et d'ajouter : « Disons qu'en laissant la somme ci-dessus fixée entre les mains du tiers saisi ou en la déposant à la Caisse des dépôts et consignations de Paris, avec affectation spéciale à la créance sus-énoncée, la partie

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 307.

saisie pourra toucher et recevoir ce que peut lui devoir le tiers saisi » (1). Les antécédents mêmes de la loi de 1907 montrent donc la possibilité de la désignation du tiers saisi comme tiers consignataire. Le législateur de 1097 a consacré la pratique antérieure ; mais il n'a pas entendu enfermer l'institution de l'affectation spéciale dans les règles prohibitives de nature à entraver son développement. Il convient donc de ne pas interpréter la loi d'une manière étroite et formaliste (2).

La question de la validité de la consignation aux mains du tiers saisi se présente d'ailleurs sous un autre aspect. On peut distinguer l'ordonnance qui prescrit la consignation, et l'exécution de l'ordonnance, qui consiste précisément dans la consignation elle-même.

C'est une autre face du problème des pouvoirs du juge que nous avons examinée dans la section précédente. Nous avons établi que le mode de consignation qui consiste à prendre celle-ci sur la créance arrêtée n'excède pas les pouvoirs du juge. De ce chef il n'y a donc aucune objection à faire à la désignation du tiers saisi comme dépositaire.

(1) Rapport de M. le député Raynaud, D. 1907.4.147, colonne 1.

(2) Cf. note Chéron sous l'arrêt de Bordeaux du 7 avril 1927, D. 1928.2.177. V. aussi note Chéron sous Req., 22 février 1926, D. 1927.1.157.

CHAPITRE QUATRIÈME

Effets de l'affectation spéciale.

L'affectation spéciale permet au saisi de toucher du tiers saisi la portion de la créance qui excède les causes de la saisie. Les effets de la saisie sont transportés sur le détenteur, quel qu'il soit, de la somme consignée. Une sauvegarde énergique des intérêts du créancier, contre-partie des avantages procurés au débiteur saisi, réside dans le droit attribué à ce créancier sur la consignation.

Il convient, pour mettre en relief ces conséquences de l'affectation spéciale, d'envisager :

- 1^o Caractères de l'ordonnance de cantonnement ;
- 2^o La nature du droit du créancier sur la consignation ;
- 3^o L'étendue de ce droit, c'est-à-dire la mesure plus ou moins large dans laquelle il est opposable aux autres créanciers.

SECTION PREMIÈRE

Caractères de l'ordonnance de cantonnement.

Les caractères de l'ordonnance de cantonnement s'expriment par les trois propositions suivantes :

- 1^o Elle ne préjudicie pas au principal ;
- 2^o Elle est définitive en tant qu'elle donne main-levée ;

3^o Elle est provisoire quant à la fixation du montant de la consignation et permet des cantonnements successifs.

D'abord elle ne porte pas préjudice au principal en ce sens que le juge du fond, c'est-à-dire le tribunal civil, demeure libre de fixer le montant de la créance du saisissant sans avoir égard à la somme arbitrée en référé ; à cet égard le tribunal n'est en rien lié par l'ordonnance.

En second lieu, la décision du juge des référés est définitive en ce sens que la mainlevée ne peut plus être remise en question devant le tribunal, que le tiers saisi n'encourt aucune responsabilité en exécutant l'ordonnance, et que l'affectation spéciale produit ses effets à l'égard du saisissant.

Il va sans dire que ces effets définitifs de l'ordonnance de cantonnement ne s'accomplissent que si celle-ci, d'une part, n'est plus susceptible de voies de recours, et, d'autre part, reçoit exécution.

L'ordonnance de référé rendue par application de l'article 567 est susceptible d'appel tant de la part de la partie saisie que de la part du saisissant ; mais il ne paraît pas que le tiers saisi soit recevable à interjeter appel, la décision rendue ne pouvant en rien lui préjudicier. L'appel est soumis aux conditions de forme de droit commun et est jugé comme tous les appels en matière de référé. Les arrêts rendus sur l'appel des ordonnances de référé sont soumis, en ce qui concerne les voies de recours, aux règles ordinaires. Indiquons, d'autre part, que, conformément au droit commun en matière de référé, l'ordonnance n'est pas susceptible d'opposition.

En cas d'appel de l'ordonnance, le tiers saisi doit évidemment s'abstenir d'exécuter l'ordonnance avant la décision de la Cour, même si le juge des référés a ordonné l'exécution provisoire de l'ordonnance (1).

De plus, les effets de l'ordonnance ne se produisent que si elle est exécutée.

Le tiers saisi ne peut être contraint à payer la partie saisie, en exécution de l'ordonnance de référé, qu'autant qu'il est justifié que la consignation prescrite a été régulièrement et entièrement opérée. Sous cette réserve le tiers saisi peut être contraint à payer par tous les moyens de droit.

Cantonnements successifs.

Nous avons dit que l'ordonnance de cantonnement est provisoire quant à la fixation du montant de la consignation. Elle ne lie le juge des référés lui-même que dans la mesure où il n'est intervenu aucun changement, soit dans la position des parties, soit dans les faits de la cause. Si de telles modifications viennent à surgir, le juge peut modifier son ordonnance. Ce point a néanmoins paru douteux et a été porté devant la Cour suprême dans l'espèce suivante :

Une ordonnance du président du Tribunal civil de la Seine avait autorisé la Société d'explorations africaines à saisir-arrêter pour conservation de sa créance contre M. Richard, entre les mains de la Société de l'Ouest africain et de la Banque Victor et Cie, un

(1) Chauveau et Glandaz, 10^e édit., t. 1, appendice, n^o 18, note.

certain nombre de parts de fondateur de 100.000 fr. en espèces. M. Richard avait demandé mainlevée de cette opposition. Une ordonnance de référé avait repoussé sa demande.

Mais une autre ordonnance de référé, rendue sur une nouvelle instance de M. Richard, avait décidé, par application de la loi de 1907, que la somme saisie-arrêtée sur ledit M. Richard, serait réduite à 120.000 francs.

Après avoir obtenu cette première réduction, M. Richard en avait réclamé une autre. Une ordonnance de référé avait fait droit à sa prétention et avait limité la saisie-arrêt à 85.000 francs. Cette ordonnance avait été, sur appel, confirmée par la Cour de Paris, le 12 avril 1911.

La loi de 1907 permet-elle donc au juge des référés d'apporter à une même saisie-arrêt plusieurs limitations successives ?

La Cour de cassation, dans son arrêt du 10 février 1913, a tranché cette question par l'affirmative (1). Elle a décidé qu'après une première limitation des effets de la saisie-arrêt, le saisi peut obtenir du juge des référés une réduction de la somme précédemment arbitrée par lui, si des faits postérieurs démontrent que cette somme était trop élevée.

M. Hugueney, qui approuve cette solution, se place principalement, pour l'apprécier, aux points de vue de l'autorité de la chose jugée, du respect du délai d'appel, de la crainte d'une multiplication possible des chicanes, des règles du Code civil sur l'extinction

(1) Req., 10 février 1913, S. 1914.1.441 et la note de M. Hugueney.

des privilèges. Sur chacun de ces points l'auteur prévoit et dissipe les objections.

D'abord il distingue la force obligatoire et l'autorité de la chose jugée. La force obligatoire appartient à toutes les décisions de justice et doit, de toute nécessité, leur appartenir, en tant qu'elles fixent un point de droit, eu égard à la situation actuelle des parties. Avec cette force obligatoire, il ne faut pas confondre l'autorité de la chose jugée proprement dite, en vertu de laquelle le jugement s'impose, non pas seulement dans le présent, mais dans l'avenir, parce que sa mission est de supprimer, avec les incertitudes actuelles, les incertitudes futures. L'autorité de la chose jugée est de pur droit positif ; sa portée varie suivant les temps et les pays ; elle n'existe pas dans certaines législations ; dans d'autres elle n'est reconnue qu'à telle ou telle catégorie de jugements (1).

Or l'ordonnance qui cantonne la saisie-arrêt a force obligatoire en ce sens que la limitation par elle établie s'impose, sous réserve des droits de recours, tant que subsistent les circonstances qui l'ont dictée ; elle n'a pas autorité de chose jugée, en ce sens que, si ces circonstances viennent à changer, si, par exemple, de documents nouveaux il ressort que l'on s'était tout d'abord mépris sur le quantième de la créance du saisissant, le juge garde la faculté de cantonner plus étroitement la saisie déjà limitée (2).

Peu importe que la première limitation découle d'un arrêt rendu par la Cour, après jonction d'ins-

(1) Hugueney, note précitée.

(2) *Idem*.

tances, sur appel à la fois d'une ordonnance et de deux jugements, ainsi qu'il en était dans l'espèce où se prononça la Cour de cassation par l'arrêt du 10 février 1913. La jonction de plusieurs instances, en effet, laisse à chacune ses caractères propres (1), et l'arrêt de la Cour, en tant qu'il confirme l'ordonnance de référé, n'a pas plus d'autorité qu'elle (2).

Ainsi lorsque les appels formés contre des jugements du tribunal de commerce et contre une ordonnance de référé ont été joints, la disposition de l'arrêt, relative à l'appel formé contre l'un des jugements, et selon laquelle il y a lieu de limiter à une reddition de compte la condamnation à prononcer contre le gérant d'une participation (l'incertitude des affirmations produites et l'absence de documents précis s'opposant à la détermination immédiate du chiffre des sommes et du nombre des titres ou valeurs qui doivent être rapportés par ledit gérant à l'association) n'a pas donné à l'évaluation de la créance, qu'a effectuée une première ordonnance de référé, maintenue par celle dont est appel, le caractère définitif d'une décision au principal (3).

Passons à l'objection tirée du respect du délai d'appel. Si l'on accorde au débiteur saisi la faculté de renouveler, à sa fantaisie, sa demande de cantonnement, est-ce qu'on n'enlève pas toute portée à la règle d'après laquelle l'appel d'une ordonnance de

(1) Cass., 26 février 1868, S. 68.1.147 ; Cass., 10 juillet 1900, S. 1901.1.269.

(2) Hugueney, *loc. cit.*

(3) Cass., 10 février 1913, précité.

référé doit être interjeté dans la quinzaine à dater du jour où elle a été signifiée (art. 809, C. proc. civ.) ? Lorsque le débiteur saisi, en effet, n'aura pas, sur une première demande, obtenu la limitation par lui réclamée, il pourra, même après l'expiration de la quinzaine, et à la seule condition de provoquer par une seconde demande une seconde ordonnance de référé, faire appel par-devant la Cour, en d'autres termes échapper à la peine de sa négligence. Une semblable objection repose sur une confusion. La Cour, à laquelle, par voie d'appel, est déférée la seconde ordonnance provoquée par une demande de cantonnement, n'a pas identiquement les mêmes pouvoirs que si l'appel avait été interjeté contre la première ordonnance. Elle n'est admise à réformer l'ordonnance soumise à son examen que si des faits postérieurs à la première ordonnance témoignent de l'insuffisance de la première limitation (1).

La crainte de la multiplication des chicanes, par suite des limitations successives à une même saisie-arrest, est-elle fondée ? Si l'on admet une seconde demande de limitation, il faut tout aussi bien en accepter trois, quatre ou même davantage ; un débiteur chicanier trouvera le moyen de lasser et son créancier et les juges par ses réclamations répétées. M. Hugueney considère cette crainte comme au moins exagérée. Les tribunaux connaissent depuis longtemps le remède à l'abus du droit. Quelques condamnations à des dommages-intérêts suffiraient, le cas échéant, à décourager les débiteurs trop enclins à

(1) Hugueney, *loc. cit.*

chercher dans la loi de 1907 une machine à torturer les créanciers (1).

Reste l'objection tirée de l'existence du privilège institué par la loi de 1907. On a contesté que le droit reconnu au créancier saisissant à la suite de la consignation soit un véritable privilège. Nous exposerons plus loin la controverse qui s'est élevée sur ce point et nous prendrons parti. Pour M. Hugueney, qui nie en notre matière l'existence d'un véritable privilège, l'objection tombe immédiatement. S'il n'y a pas privilège, en effet, on ne se trouve nullement embarrassé ici par la règle suivant laquelle les privilèges ne peuvent s'éteindre qu'en vertu des causes déterminées par la loi (art. 2180 C. civ.). Mais l'embarras n'est pas plus grand, à la vérité, si l'on fait rentrer l'affectation spéciale dans le cadre des privilèges ; car les juges, d'après le Code civil, peuvent réduire les hypothèques judiciaires comme les hypothèques légales (art. 2161, et suiv.), et il n'y a aucune raison de leur refuser le même droit à l'égard du privilège établi par la loi qui nous occupe (2).

On ne peut manquer enfin d'être frappé par la souplesse que procure à notre institution la solution, avec raison consacrée par la Cour de cassation, d'après laquelle l'ordonnance de référé étant provisoire quant à la fixation du montant de la consignation, le juge peut apporter à une même saisie-arrest plusieurs limitations successives. Un pareil résultat, facile grâce au cantonnement par autorité

(1) Hugueney, *loc. cit.*

(2) Hugueney, *loc. cit.*

de justice, qui s'impose au saisissant, serait souvent malaisé par la voie conventionnelle. Car, malgré les changements survenus dans la situation, il serait à craindre que le saisissant s'obstinât à refuser une seconde ou une troisième limitation opportune.

SECTION DEUXIÈME

Nature du droit du saisissant sur la consignation.

Le droit reconnu au créancier saisissant, à la suite de la consignation et sur cette consignation, constitue-t-il un véritable privilège ? Présente-t-il un autre caractère ?

La doctrine s'est divisée sur cette question importante.

Certains auteurs ont contesté au droit dont il s'agit le caractère juridique d'un privilège. « Le droit exclusif accordé au saisissant sur la somme consignée, constitue-t-il, dit M. Lesoudier (1), un véritable privilège ? La loi lui en donne le nom. C'est à tort selon nous. Si les créanciers qui forment opposition après la consignation ne peuvent concourir sur ces deniers avec le premier saisissant, il ne faut pas l'attribuer à la qualité de la créance du saisissant, mais à ce que la somme consignée ne fait plus partie du patrimoine du saisi. La consignation, en effet, constitue un paiement conditionnel subordonné à la reconnaissance

(1) *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Caen, 1908, p. 176 et suiv.

des droits du saisissant par le tribunal (1). La condition se produit, le paiement est réputé avoir été effectué du jour de la consignation et, à partir de cette époque, le saisissant est censé avoir été propriétaire de la somme consignée ».

M. Lesueur (2) s'est rallié à cette opinion. On trouve encore la même conception dans une note signée P. V. au *Recueil de la Gazette du Palais* de 1923-2-275. L'argumentation fournie dans cette note est la suivante. Avant la loi de 1907, la consignation était un paiement conditionnel avec effet rétroactif au jour de la consignation, si la condition était réalisée, c'est-à-dire si la créance du saisissant était reconnue. La loi de 1907 n'a rien changé à la nature juridique de l'opération. Elle a simplement consacré une pratique ancienne et permis au juge des référés d'agir sans le consentement du saisissant. Donc la situation est identique lorsqu'il y a accord des parties : la consignation après comme avant 1907 emporte paiement conditionnel avec effet rétroactif éventuel. Pourquoi la consignation devrait-elle revêtir un autre caractère du fait que le saisissant n'a pas donné son concours ? Sans doute il a subi un acte que la loi lui impose. Mais la nature de cet acte demeure la même. Il en résulte seulement que le saisissant est forcé de recevoir un paiement conditionnel. Or le paiement forcé est précisément prévu et

(1) L'idée du paiement conditionnel avait été soutenue déjà par Krug-Basse, dans *Revue critique*, 1875, p. 131.

(2) *De la juridiction du président du tribunal en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1910, p. 159 et suiv.

réglementé par le Code civil. Les offres réelles, suivies de consignation constituent un paiement. Dans le cas de l'article 567 du Code de procédure civile nouveau, la procédure d'offres réelles se trouve modifiée ; de plus les offres (ou l'équivalent) pourront être conditionnelles, mais la consignation ne sera quand même pas autre chose qu'un paiement.

Sans examiner à fond la difficulté, M. Hugueney semble avoir accepté l'argumentation précédente, puisqu'il considère la construction du privilège en la matière comme historiquement et rationnellement contestable (1).

D'autres auteurs, au contraire, estiment que la loi de 1907 a institué un véritable privilège (2). Ils invoquent les travaux préparatoires de cette loi qui, quelque menus qu'ils soient, ne sauraient cependant être complètement négligés. Ils tirent un argument très sérieux des termes formels de la loi elle-même qui attribue au saisissant « privilège exclusif » sur la somme déposée. Sans doute un argument de texte n'est pas nécessairement concluant, car le législateur lui-même peut employer une expression inexacte ; il faut toutefois, avant de taxer d'erreur les rédacteurs d'une loi, être bien certain qu'ils l'ont commise. Considérons donc attentivement l'opération qui nous occupe et demandons-nous si la construction du privilège est, ici, vraie ou fausse, historiquement et rationnellement.

(1) Note au *Sirey*, 1914.1.441 *in fine*.

(2) Bordier, *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1911, p. 85 et suiv. ; Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 309.

Avant la loi de 1907, nous l'avons montré, l'opération convenue entre les parties s'analysait en une cession de créance, une délégation ou une constitution de gage, mais non en un paiement. Depuis la loi de 1907, le débiteur saisi ne fait pas davantage un paiement. Il entend recouvrer sa créance moyennant une garantie conférée au créancier saisissant, garantie qui suppose avant tout le dessaisissement du constituant.

Historiquement, on ne voit pas pourquoi la loi de 1907, qui a légitimé, régularisé, réglementé une pratique antérieure, aurait transformé la nature même de l'opération et rendu un paiement ce qui ne l'était pas auparavant.

Rationnellement l'opération qui conduit le saisi à retrouver la possibilité d'être payé par le tiers saisi, ne constitue pas un paiement fait par le saisi au saisissant. La consignation n'est pas davantage un paiement effectué par le saisi au saisissant sous la condition que la créance de ce dernier soit reconnue et investissant, par suite, rétroactivement celui-ci de la propriété de la somme consignée. La consignation est l'attribution au saisissant d'une garantie de paiement. L'idée d'affectation spéciale se fonde donc avec celle de sûreté et la loi elle-même dispose que le dépôt ordonné est affecté à « la garantie des créances pour sûreté desquelles la saisie-arrêt aura été opérée ». L'expression de garantie voisine, dans le texte, avec celle de privilège exclusif, et de consignation. C'est le dessaisissement du débiteur qui est nécessaire, même entre les parties, à l'existence du nantissement civil. Cette règle venue du Droit romain fait excep-

tion au principe en vertu duquel la convention suffit (1). Il s'agit donc d'un privilège fondé sur un nantissement. Si l'on acceptait l'analyse de notre opération en un paiement conditionnel, on confondrait les notions de paiement et de garantie de paiement, et l'on serait amené à voir un paiement conditionnel dans toute constitution de sûreté au profit du créancier. Pourquoi l'hypothèque ne serait-elle pas considérée comme une dation en paiement conditionnel par ce motif que l'immeuble est affecté à la garantie du créancier qui a le droit de le faire vendre — en justice toutefois — et de se payer sur son prix ? On répondra que, dans notre matière, il ne s'agit pas d'une dation en paiement, mais du paiement lui-même, puisque la consignation porte sur une somme d'argent égale aux causes de la saisie. Mais cette réponse serait inopérante. La consignation, nous l'avons vu, peut porter sur des objets mobiliers. Comment contester, alors, qu'elle constitue un gage ? Or la consignation perdrait son caractère de garantie et deviendrait un paiement par ce seul fait qu'elle porterait sur une somme d'argent. La somme est consignée, dit la loi, pour répondre éventuellement des causes de la saisie. Qu'elle porte sur des objets mobiliers ou sur de l'argent, la consignation répond toujours des causes de la saisie ; elle est essentiellement une garantie conférée au créancier saisissant, ce qui rationnellement et juridiquement est autre chose que le paiement lui-même.

L'existence de ce privilège a été reconnue par la

(1) Colin et Capitant, *Cours de droit civil*, t. 2, p. 758.

jurisprudence. A la vérité la conception du paiement conditionnel a été énergiquement affirmée par un jugement du tribunal de la Seine du 19 mai 1923 qui est revenu plusieurs fois sous notre critique au cours de cette étude.

« Attendu que l'article 567 du Code de procédure civile complété par la loi du 17 juillet 1907 dispose que le saisi peut s'affranchir des entraves de la saisie-arrêt en consignait une somme suffisante arbitrée par le juge des référés pour répondre éventuellement des causes de la saisie et reconnaît au saisissant un droit absolu sur ce dépôt sous forme de privilège exclusif de tout autre. Attendu que ce droit absolu, qualifié de privilège par une impropriété de langage génératrice de la confusion actuelle, n'est en réalité qu'un droit de propriété, puisque la consignation est, dans le cas prévu par le législateur de 1907, un véritable paiement conditionnel, et que l'accomplissement de la condition, c'est-à-dire la reconnaissance de la dette à l'amiable ou par justice produit un effet rétroactif en vertu duquel le saisissant est devenu plein propriétaire de la somme consignée au jour même de la consignation » (1).

Mais cette décision est restée isolée. La jurisprudence, dans son ensemble, s'est gardée d'une semblable confusion des idées de paiement et de garanties de paiement.

Au lendemain de la promulgation de la loi de 1907, la Cour de Bourges, par un arrêt du 5 août 1907, a jugé que la loi nouvelle, loin de porter atteinte aux

(1) *Gazette du Palais*, 1923.2.275.

droits du saisissant, rend sa situation meilleure qu'elle ne l'était sous le régime de l'ancien article 567 du Code de procédure civile, en lui accordant *un privilège exclusif de toute autre sur la somme consignée* (que par suite un saisissant n'est pas fondé à se prévaloir du principe de la non-rétroactivité des lois pour prétendre que la loi de 1907 a fait grief à des droits par lui acquis antérieurement à sa promulgation et que, dès lors, elle ne lui serait pas applicable) (1).

La Cour de cassation a proclamé (2), dans deux arrêts que nous retrouverons bientôt, l'existence d'un privilège au profit du saisissant : d'une manière expresse dans l'arrêt de la Chambre civile du 3 mars 1914, d'une manière implicite, mais aussi indubitable, dans l'arrêt de sa Chambre des requêtes du 22 février 1926.

Nous dirons donc que le droit reconnu au saisissant n'est pas un droit de propriété conditionnel, mais bien un privilège, fondé sur une idée de nantissement et de dépossession du débiteur et qui résulte d'une décision de justice.

Etant fondé sur un nantissement, il existe à partir de la réalisation de la « *tradition* », c'est-à-dire de la consignation, soit que celle-ci s'effectue par le versement par le saisi de la somme arbitrée aux mains de la personne ou de l'établissement désigné, soit qu'elle soit effectuée par un tiers commis dans les conditions que nous avons précisées.

(1) Bourges, 5 avril 1907, D. 1907.2.382.

(2) Civ., 3 mars 1914, S. 1914.1.385, D. 1919.1.117 ; Req., 22 février 1926, D. 1927.1.157.

SECTION TROISIÈME

Etendue du privilège du saisissant sur la consignation.

Ce privilège porte sur la somme consignée tout entière et uniquement sur cette somme. Mais à quels autres créanciers est-il opposable ?

Il apparaît que la situation de ces autres créanciers est différente suivant qu'ils ont pratiqué leur saisie-arrêt avant ou après la consignation.

Mais la question doit être examinée avec un soin particulier dans l'hypothèse de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur. Cette question se complique d'ailleurs lorsque la consignation a été faite au cours de la période suspecte.

Il y a lieu enfin de considérer le privilège du saisissant ayant fait consignation dans le cas d'un concours d'une saisie-arrêt ordinaire et d'une saisie-arrêt spéciale.

★

★ ★

Opposabilité du privilège aux créanciers saisissants postérieurement à la consignation. — Situation des créanciers saisissants antérieurement à la consignation.

Le privilège du saisissant est opposable aux créanciers ayant pratiqué saisie-arrêt postérieurement à la consignation. Tel est l'avantage de la procédure du cantonnement moyennant affectation spéciale, pour le saisissant qui se voit conférer, dès la consignation, un droit de préférence que, jusqu'à la loi de 1907, il

obtenait seulement par la signification du jugement de validité ayant acquis force de chose jugée. Est-ce à dire que les créanciers postérieurs à la consignation seraient privés de la faculté de saisir les sommes consignées ? Nullement. Mais l'effet de ces saisies serait subordonné à l'une ou à l'autre des éventualités suivantes : le rejet de la demande en validité de la saisie opérée par le premier créancier, bénéficiaire de l'affectation spéciale, ou un jugement ne validant cette première saisie que jusqu'à concurrence d'une somme inférieure à celle consignée.

Quelle serait la situation des créanciers ayant formé saisie-arrêt antérieurement à l'ordonnance de consigné et à la consignation, et qu'on aurait négligé de mettre en cause, lors du référé à fin de cantonnement ? Il est certain que l'ordonnance de référé ne leur serait pas opposable et qu'ils pourraient être admis à venir en concours, avec les autres créanciers ayant figuré dans la procédure de cantonnement, sur la somme consignée. Le tiers saisi pourrait même, suivant les circonstances, être rendu personnellement responsable des conséquences de cette irrégularité, parce qu'il aurait dû, lors du référé, faire observer que tous les créanciers ayant pratiqué des saisies entre ses mains n'étaient pas appelés en cause et surtout parce qu'il doit respecter l'étendue de l'indisponibilité créée par une saisie-arrêt, tant que la validité de celle-ci n'est pas régulièrement modifiée. Le tiers saisi devra donc, malgré l'ordonnance de référé, refuser de faire aucun paiement au débiteur ; sinon les autres créanciers pourraient le contraindre à payer de nouveau.

Sous le régime ancien du cantonnement conventionnel, des solutions du même ordre s'imposaient, avant la loi de 1907, lorsque le saisissant cédait ou déléguait sa créance, pour partie, au saisissant, moyennant mainlevée, ou constituait au profit de ce dernier un nantissement sous la même condition. La mainlevée ainsi consentie était alors inopposable aux créanciers ayant antérieurement fait une saisie sur la créance. Il en est de même depuis la loi de 1907 qui, malgré les termes très généraux qu'elle emploie en ce qui concerne le privilège exclusif attribué au saisissant bénéficiaire de la consignation, n'a fait que confirmer et régulariser la pratique ancienne. Aujourd'hui comme autrefois, le bénéfice découlant de la consignation n'est pas opposable aux saisissants antérieurs à cette consignation. Le fait que ce bénéfice, qui n'était pas légalement autrefois un privilège, soit actuellement devenu un privilège établi par la loi, n'entame pas la règle de l'indisponibilité totale.

Il en résulte qu'en pratique le débiteur saisi assignera tous les créanciers devant le juge des référés, puisque la procédure qu'il poursuivrait à l'égard d'un seul serait sans valeur. Le juge des référés pourrait exiger que tous les créanciers fussent mis en cause (1). S'il arrivait que la mainlevée moyennant consignation fût ordonnée vis-à-vis d'un seul créancier, on pourrait soutenir que la somme déposée entre les mains du tiers commis serait subrogée aux sommes saisies-arrêtées ; les autres créanciers pourraient faire

(1) Lyon, 1^{er} juillet 1909, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 4 novembre 1909.

défense au tiers dépositaire de s'en dessaisir à leur préjudice (1).

★

★ ★

Opposabilité du privilège à la faillite ou à la liquidation judiciaire du débiteur survenue postérieurement à la consignation.

La saisie-arrêt même pratiquée avant la faillite ne confère au saisissant aucun droit de préférence à l'égard de la masse, mais il en est autrement lorsque le débiteur, avant la déclaration de faillite, a effectué la consignation qui nous occupe.

A partir du jugement déclaratif, les créanciers ne peuvent plus agir en justice individuellement pour faire reconnaître leurs droits, ni user d'aucune voie d'exécution sur les biens ou la personne du failli. Cette règle de suspension des poursuites individuelles s'applique particulièrement en matière de saisie-arrêt.

La saisie-arrêt cesse d'être possible à dater du jugement déclaratif (2). Alors même qu'elle aurait été commencée avant le jugement, *elle ne peut être continuée après* (3). La jurisprudence subordonne à une double condition l'attribution des sommes arrê-

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 312.

(2) Cass. civ., 24 janvier 1853, D. 53.1.124 ; Rennes, 4 août 1893, D. 95.2.37.

(3) Cass. civ., 5 août 1856, D. 56.1.335 ; Lyon, 30 novembre 1866, D. 67.2.88 ; Req., 9 juin 1869, D. 72.5.396 ; Rouen, 1^{er} février 1882, *Journal des faillites*, 1883, p. 235.

tées, qui résulte du jugement de validité au profit du saisissant ; il faut : 1^o que ce jugement soit passé en force de chose jugée ; 2^o qu'il ait été signifié au tiers saisi. Sans doute il est possible de critiquer à cet égard la jurisprudence et de montrer qu'aucune des deux conditions qu'elle exige ne s'impose (1). Mais la règle jurisprudentielle n'en produit pas moins cette conséquence que, si le débiteur saisi est déclaré en faillite, le droit du saisissant n'est opposable à la masse des créanciers qu'à la double condition que le jugement de validité soit devenu définitif et ait été signifié avant le jugement déclaratif. C'est ce que la Cour de cassation a clairement, et à maintes reprises, décidé (Cass., 20 novembre 1860, S. 61.1.270 ; 17 février 1892 ; S., 92.1.207 ; Req., 30 novembre 1897, 14 février 1899, S. 1900.1.121).

Lorsque, par suite de la signification du jugement de validité passé en force de chose jugée, le créancier est attributaire de la somme arrêtée, son droit est opposable à la faillite. Un résultat semblable se produit quand le débiteur, avant d'être déclaré en faillite, a consigné la somme arbitrée par le juge des référés suivant la procédure de la loi de 1907. Le saisissant se trouve alors, vis-à-vis de la masse, *dans la situation d'un créancier nanti*, et le privilège résultant pour lui de la consignation est opposable à la faillite ou à la liquidation judiciaire du débiteur.

(1) V., comme posant le principe de ces deux conditions : Cass. civ., 20 novembre 1860, S. 61.1.270 ; 27 novembre 1894, S. 96.1.489 ; Req., 9 mars 1908, S. 1910.1.33 et note Tissier. — Et pour l'examen critique de cette double condition : Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, n^o 1129.

La Cour de cassation, par un arrêt du 3 mars 1914, cassant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 janvier 1912, s'est prononcée en ce sens (1).

Attendu, dit-elle, que si la saisie-arrêt pratiquée avant la faillite ne confère au saisissant aucun droit de préférence au regard de la masse, il en est autrement lorsque la partie saisie-arrêtée, non encore déclarée faillie, afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers saisi ce qui lui est dû, a consigné, en exécution d'une ordonnance de référé, une somme suffisante pour répondre éventuellement des causes de la saisie ; qu'à partir de l'*exécution* de l'ordonnance par la consignation, cette somme se trouve, aux termes de la loi du 17 juillet 1907, affectée spécialement à la garantie du saisissant et que privilège *exclusif de tout autre* lui est attribué sur les fonds consignés ».

Le privilège du saisissant qui bénéficie de la consignation demeure-t-il opposable à la faillite du débiteur, si la consignation est intervenue pendant la période suspecte ? On s'est alors demandé, avec quelque embarras, si la consignation avec affectation spéciale ne doit pas être considérée comme faisant échec au principe de l'égalité entre les créanciers ; comme constituant un avantage particulier pour le saisissant, et, par suite, être soumise aux causes d'annulation prévues par les articles 446 et 447 du Code de commerce ?

L'article 446 vise les nullités de droit. Il déclare nuls, lorsqu'ils ont été faits depuis les dix jours pré-

(1) Cass. civ., 3 mars 1914, D. 1919.1.117, S. 1914.1.385, *Gaz. Pal.*, 1914.1.423.

cédant la date de la cessation des paiements, jusqu'au jugement déclaratif : 1^o les donations ; 2^o les paiements de dettes non échues ou les dations en paiement de dettes échues ; 3^o les sûretés réelles constituées pour dettes antérieurement contractées.

L'article 447 vise les nullités facultatives. Il permet d'annuler, sous certaines conditions, tous les actes à titre onéreux, passés en temps suspect, autres que ceux dont s'occupent les articles 446, 448 et 449 du Code de commerce. Pour que l'article 447 s'applique, il faut, tout d'abord, que l'acte attaqué ait été passé pendant la période suspecte. L'article 447, à la différence de l'article 446, ne comprend dans cette période que le temps écoulé entre le jour de la cessation des paiements et celui de la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, et *non les dix jours précédant la cessation des paiements*. Il faut, en outre, que celui qui a traité avec le failli ou le liquidé ait eu, au moment même de l'acte, connaissance de la cessation des paiements. Il faut, enfin, que l'acte dont l'annulation est demandée ait été préjudiciable pour la masse.

La consignation avec affectation spéciale tombe-t-elle donc sous le coup de l'un des textes dont il s'agit, lorsqu'elle a été ordonnée et effectuée *au cours de la période suspecte* ?

La jurisprudence s'est prononcée pour l'affirmative. Elle a pensé que le créancier saisissant ne peut invoquer, dans ce cas, à l'encontre de la masse, un droit exclusif sur la somme consignée. Ses motifs sont principalement tirés de cette considération que la consignation s'analyse, soit en une constitution de gage

pour dette antérieurement contractée, soumise à l'article 446 du Code de commerce, soit en un paiement conditionnel susceptible d'annulation dans les termes de l'article 447.

C'est à l'idée de constitution de gage que s'est surtout attachée la Cour de Paris, saisie de la présente difficulté, le 3 mars 1923, dans l'espèce suivante (1).

Pioturzynski avait été déclaré en faillite par un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 1^{er} juillet 1914, devenu définitif. Le même jugement avait reporté au 27 janvier 1914 la date de la cessation des paiements. Une ordonnance de référé du 7 mars 1914 avait cantonné une saisie-arrêt. Il s'agissait de savoir si la consignation, opérée en vertu de cette ordonnance, avait pu créer au profit de Chapron, saisissant, un privilège à l'encontre des autres créanciers de la faillite.

« Considérant, dit la Cour, qu'à supposer que le privilège conféré au créancier saisissant sur les fonds consignés dans les termes de la loi précitée suisse lui attribue un droit de préférence au regard de la masse lorsque l'ordonnance a été rendue antérieurement à la faillite, il en est autrement lorsque le jugement déclaratif a reporté la cessation des paiements à une date antérieure à ladite ordonnance ; que, dans ce cas, il convient de rechercher si ce droit de préférence ne doit pas être considéré comme sans effet au regard de la masse dans les termes de l'article 446 du Code de commerce ou comme annulable en vertu de l'article 447 du même Code. — Considérant qu'il y a lieu

(1) *Gazette du Palais*, 1923.2.275.

en fait d'écarter l'application de ce dernier article, le syndic ne rapportant pas la preuve que Chapron, dont l'absolue correction ne saurait être mise en doute, avait connaissance de la cessation des paiements de son débiteur ; mais considérant que l'article 446 déclare nuls et sans effet, relativement à la masse, toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire et tous droits d'antichrèse *et de nantissement* constitués, sur les biens du débiteur, pour dettes antérieurement contractées depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation des paiements ; — Or, considérant que la sûreté spéciale accordée au créancier saisissant par la loi du 17 juillet 1907 présente les caractères juridiques d'une constitution de gage au profit de ce créancier en garantie de sa créance, le gage consistant dans une partie de la créance du débiteur contre le tiers saisi ; que cette garantie rentre dans la disposition de l'article 446 qui prévoit le nantissement ; qu'il ne s'agit pas, il est vrai, d'un nantissement accepté volontairement puisque le saisissant ne peut s'opposer au cantonnement, mais que la loi a reconnu la possibilité d'un nantissement obligatoire, notamment dans les articles 2041 du Code civil et 832 du Code de procédure civile ; qu'au surplus le législateur de 1838 n'avait pu prévoir la disposition exorbitante du droit commun de la loi de 1907 édictée dans le but de régulariser la pratique du contrat judiciaire de cantonnement, et que c'est rester dans l'esprit de l'article 446 du Code de commerce que d'assimiler le nouveau privilège judiciaire créé par cette loi à l'hypothèque judiciaire que ledit article prévoyait expressément ; —

Considérant enfin que le principe général et supérieur qui régit la matière des faillites est celui de l'égalité entre les créanciers à partir de la cessation des paiements et de l'interdiction au débiteur de favoriser l'un de ses créanciers au détriment de la masse ; que cette règle d'ordre public serait transgressée s'il était loisible au failli, objet de plusieurs saisies-arrêts, de demander le cantonnement à l'égard de l'un des créanciers saisissants à l'exclusion des autres, et de conférer ainsi au premier un droit de gage particulier, le plaçant en dehors de la loi de la faillite ; qu'il convient, au surplus, d'observer que le but de la loi de 1907 a été de venir en aide au débiteur saisi sans compromettre les intérêts du créancier saisissant, mais nullement de créer à ce dernier une situation privilégiée le dispensant de se conformer aux règles édictées par la loi en matière de saisie-arrêt ; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le jugement dont appel n'a pu conférer à Chapron une attribution exclusive et définitive sur les sommes saisies-arrêtées qui sont restées dans le patrimoine du failli et forment le gage de la masse, et que l'affectation spéciale prononcée par l'ordonnance de référé du 7 mars 1914 doit être déclarée nulle par application de l'article 446, du Code de commerce ; ... » Par ces motifs, la Cour déclare nulle au regard de la masse de la faillite l'ordonnance de référé en question.

C'est, non plus au concept d'une constitution de gage, mais à celui d'un paiement conditionnel, que s'est arrêté le jugement du Tribunal civil de la Seine

du 19 mai 1923, rendu dans les circonstances que voici (1).

Une dame Dubreuil, au cours de l'instance en divorce engagée par elle, avait été autorisée par ordonnance du président du Tribunal de la Seine, à former des saisies-arrêts entre les mains de divers débiteurs de Dubreuil, pour sûreté et garantie de ses droits éventuels vis-à-vis de son mari ; Dubreuil s'étant pourvu en référé, pour demander le rapport de l'ordonnance précédente et subsidiairement le cantonnement des saisies-arrêts entre les mains de certains débiteurs de la communauté et sur certaines créances, le surplus des autres créances devant rester disponible entre ses mains pour lui permettre d'assurer la marche de ses affaires, il est intervenu à la date du 24 mai 1919 une ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal de la Seine, qui a estimé que les droits éventuels de la dame Dubreuil seraient suffisamment garantis par le maintien de certaines des oppositions seulement, et qui a en conséquence opéré une discrimination entre les oppositions. Les unes furent l'objet d'une mainlevée pure et simple, entière et définitive. Les autres furent cantonnées. En conséquence, les sommes saisies-arrêtées entre les mains du Ministre des finances et de la Société Bourcier et Cie, ainsi que 550.000 francs en titres, valeurs ou espèces, laissés à la succursale du Comptoir d'Escompte à Bayonne, furent grevés d'une affectation spéciale à la créance de la dame Dubreuil. Une ordonnance de référé du 23 octobre 1920, intervenue après

(1) *Gazette du Palais*, 1923.2.275.

divers incidents, prit un certain nombre de mesures et décida expressément que l'affectation spéciale résultant de l'ordonnance du 24 mai 1919 était reportée entre les mains d'un avoué dénommé, constitué séquestre.

Sur ces entrefaites la Société Dubreuil et Cie, ainsi que Dubreuil lui-même, furent déclarés en liquidation judiciaire par un jugement du 11 janvier 1921, du tribunal de commerce. Une ordonnance de référé du 12 février 1921 substitua le liquidateur à l'avoué comme séquestre des sommes affectées spécialement à la garantie de la dame Dubreuil.

Il faut ajouter qu'un jugement du 21 juillet 1919 avait prononcé le divorce des époux Dubreuil. La liquidation de leur communauté était encore pendante.

En cet état des faits, le liquidateur judiciaire demandait au tribunal de dire que les biens saisis-arrêtés, dans les circonstances plus haut indiquées, étaient libres de toute affectation spéciale et devaient être incorporés à l'actif de la liquidation pour être répartis entre tous les créanciers de Dubreuil.

Le tribunal statua en ces termes : « Attendu que l'ordonnance de cantonnement du 24 mai 1919, non plus que l'ordonnance de séquestration du 23 octobre 1920, qui n'en est que la suite, n'a pu avoir pour effet de modifier la nature des saisies-arrêts, simples mesures conservatoires, ni de créer au profit de la dame Mabillon (ex-dame Dubreuil) un droit privatif, soit de propriété, soit de privilège exclusif sur les sommes saisies-arrêtées, et qu'en vain ladite dame invoquerait les dispositions de l'article 567 du Code

de procédure civile pour soutenir le contraire ; qu'en effet, l'article 567 du Code de procédure civile, complété par la loi du 17 juillet 1907, dispose que le saisi peut s'affranchir des entraves de la saisie-arrêt en *consignant* une somme suffisante arbitrée par le juge des référés pour répondre éventuellement des causes de la saisie, et reconnaît au saisissant un droit absolu sur ce dépôt sous forme de privilège exclusif de tout autre... »

Ici se place l'attendu que nous avons textuellement cité lorsque nous avons examiné la question de la nature du droit reconnu au créancier saisissant à la suite de la consignation (1), et dont voici l'analyse :

Le tribunal pense que la qualification de privilège, donnée par la loi de 1907, au droit absolu du saisissant, est une impropriété de langage ; qu'il s'agit en réalité d'un droit de propriété, puisque la consignation est *un paiement* fait sous la condition de la reconnaissance de la dette à l'amiable ou par justice et que l'avènement de cette condition investit rétroactivement le saisissant, au jour même de la consignation, de la propriété de la somme consignée.

Le tribunal continue ainsi : « Attendu que, dans l'espèce, rien de semblable ne s'est produit ; que, par l'ordonnance du 24 mai 1919, le juge des référés a tout simplement donné mainlevée de trois saisies-arrêts sur six pratiquées par la dame Mabillon ; qu'il a réduit les effets d'une quatrième saisie d'un chiffre déterminé et maintenu intégralement deux autres saisies ; *qu'aucune somme n'a été consignée* par Du-

(1) *Supra*, p. 86.

breuil qui n'a fait par conséquent *aucun paiement conditionnel*, et qu'en décrétant de sa propre autorité une affectation spéciale des sommes et valeurs saisies-arrêtées à la garantie des créances de la dame Mabilon saisissante, le juge a outrepassé ses droits et méconnu le principe incontesté en vertu duquel une saisie-arrêt ne confère au saisissant aucun droit de préférence au regard des autres créanciers sur la chose saisie ;

« Attendu qu'on ne saurait voir un contrat judiciaire dans l'ordonnance du 24 mai 1919, puisque c'est d'office que le juge a décrété l'affectation spéciale qui n'avait pas été offerte ni proposée par Dubreuil ; qu'il n'y avait pas non plus d'argument à tirer de ce fait qu'il aurait exécuté l'ordonnance et même à diverses reprises signifié des actes paraissant impliquer reconnaissance de ladite affectation spéciale, puisque le caractère purement provisionnel des ordonnances de référé et leur force d'exécution provisoire empêchent qu'on puisse, à défaut de preuve contraire, décider que celui qui exécute une ordonnance de référé donne par là même son adhésion sur le fond du droit ;

« Attendu, enfin, que l'ordonnance de séquestration du 23 octobre 1920, qui n'a été prise que comme mesure complémentaire des ordonnances précédentes, en mettant la chose saisie aux mains d'un séquestre dans un intérêt tout à fait spécial et nettement déterminé, n'a pas pu avoir, au point de vue de l'affectation spéciale, plus d'effet que l'ordonnance de cantonnement, quels que soient d'ailleurs les termes employés par le juge ; qu'il convient donc de décider

que les saisies-arrêts litigieuses valent seulement à titre de simples mesures conservatoires ne créant au profit de la dame Mabillon aucun droit de propriété ni de privilège sur les sommes ou valeurs saisies-arrêtées ».

Comme on le voit, le Tribunal civil de la Seine, dont le jugement précède, n'a pas statué expressément sur le point de savoir si l'affectation spéciale tombe sous le coup des articles susvisés du Code de commerce. En l'espèce le jugement déclaratif de liquidation judiciaire était postérieur aux ordonnances de cantonnement, et ce jugement n'avait pas reporté la cessation des paiements à une date antérieure à ces ordonnances. Le Tribunal civil de la Seine a décidé qu'aucune somme n'ayant été consignée effectivement, il ne s'était pas produit le paiement conditionnel dans lequel s'analyse l'affectation spéciale et que, par suite, le saisissant n'avait pu acquérir de droit absolu sur la somme à lui affectée par ordonnance de référé.

Mais il résulte implicitement de cette décision que, si la consignation avait été effective, si l'opération de l'affectation spéciale avait reçu sa perfection, et si, d'autre part, le jugement déclaratif de liquidation judiciaire avait fixé la date de la cessation des paiements à une date antérieure aux ordonnances de référé, le saisissant aurait alors bénéficié d'un paiement tombant sous le coup de l'article 447 du Code de commerce au cas où ce saisissant aurait eu connaissance de la cessation des paiements.

L'appréciation de la jurisprudence qui vient d'être exposée et l'examen de toute la question présente

peuvent se faire aux quatre points de vue suivants :

1^o le rapprochement, sous l'angle de la difficulté actuelle, entre l'ordonnance d'affectation spéciale et le jugement de validité de la saisie-arrêt ;

2^o la nature du droit du saisissant ;

3^o le fait que ce droit résulte d'une décision judiciaire ;

4^o le principe de l'égalité entre créanciers et, d'une manière très générale, les considérations d'équité.

Et, d'abord, la jurisprudence refuse d'étendre les articles 446 et 447 du Code de commerce au jugement de validité, pendant la période suspecte (1). Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'ordonnance de cantonnement ? Le jugement de validité est opposable à la masse des créanciers lorsqu'il est *devenu définitif* durant la période suspecte pourvu que ce soit avant la déclaration de faillite.

L'ordonnance de consigné est aussi définitive, en ce sens qu'elle engendre l'affectation spéciale au profit du saisissant, dès qu'elle n'est plus susceptible de voies de recours et qu'elle a été exécutée ; le privilège du saisissant doit donc être opposable à la masse par cela même que l'ordonnance a reçu son caractère définitif avant la déclaration de faillite, fût-ce au cours de la période suspecte.

Y aurait-il dans la nature même du droit du saisissant une raison de rejeter l'argument d'analogie qui précède ?

(1) Cass. civ., 21 décembre 1881, D. 82.1.196, S. 82.1.202.

Cette raison existerait pour ceux qui conçoivent la consignation comme un paiement conditionnel avec effet rétroactif au jour de la consignation, si la condition était réalisée, c'est-à-dire si la créance du saisissant était reconnue. La consignation investirait ainsi le saisissant d'un droit conditionnel de propriété sur la somme consignée. La qualification du paiement dont il s'agit varierait d'ailleurs avec le mode de consignation. Si la somme arbitrée était versée par le saisi à l'aide de fonds qu'il se serait procurés en dehors de sa créance saisie-arrêtée, il s'agirait d'un paiement conditionnel en espèces, simplement annulable en vertu de l'article 447 du Code de commerce au cas où le saisissant aurait eu connaissance préalable de la cessation des paiements. Si la consignation était prise sur les fonds saisis-arrêtés, laissés aux mains du tiers saisi désigné comme dépositaire de la somme arbitrée, il s'agirait d'un paiement conditionnel par voie de délégation, transport ou cession de créance, opération tombant sous le coup de la nullité radicale de l'article 446 du Code de commerce.

Nous ne reviendrons pas sur la réfutation déjà fournie de cette théorie qui repose sur une confusion du paiement et de la garantie de paiement. Le droit du saisissant, nous l'avons montré, n'est pas un droit conditionnel de propriété, mais un privilège fondé sur un nantissement, résultant d'une décision de justice ! Il peut donc être comparé aux droits résultant du jugement de validité.

Mais, puisqu'il en est ainsi, nous nous heurtons à l'argumentation de l'arrêt de la Cour de Paris du 3 mars 1923 qui considère que la sûreté accordée au

saisissant par la loi de 1907 est une constitution de gage. L'article 446 du Code de commerce annule radicalement, à l'égard de la masse, tous droits de nantissement constitués sur les biens du débiteur, au cours de la période suspecte, pour dettes antérieurement contractées. Le droit du saisissant peut-il échapper à cette règle ?

Ici intervient à nouveau cette considération que le droit en question résulte d'une décision judiciaire. La situation du saisissant, en cas d'affectation spéciale, n'est pas établie par une convention, mais bien par la loi de 1907 elle-même qui confère à ce saisissant un privilège prenant naissance dès que l'ordonnance de consignation reçoit exécution par la consignation. Cette situation est très différente de celle prévue par l'article 446 du Code de commerce. L'intervention de la justice diminue singulièrement, si elle ne le supprime pas entièrement, le danger de fraude auquel a voulu parer le Code de commerce.

Les auteurs ont reconnu d'ailleurs que le privilège du saisissant est opposable à la masse, même si l'ordonnance de référé est intervenue durant la période suspecte, pourvu qu'elle soit antérieure à la déclaration de faillite. MM. Thaller et Percerou (1) s'expriment ainsi : « *Quid*, quand le failli recourt pendant la période suspecte au procédé de l'affectation spéciale ? Lorsqu'elle intervient après la cessation des paiements du saisi, cette combinaison tombe-t-elle, à la différence du jugement de validité ayant acquis force de chose jugée, sous le coup des articles 446 et

(1) Thaller et Percerou, *Faillites*, t. 1, p. 663 et suiv.

447 ? Avant la loi du 17 juillet 1907, il fallait, croyons-nous, répondre affirmativement à cette question. Alors, en effet, le juge ne pouvait pas, faute de texte, imposer au saisissant, même moyennant consignation antérieure, l'interruption de la saisie, si celui-ci s'y refusait : de sorte que, à cette époque, le procédé de l'affectation spéciale se ramenait en définitive à un véritable paiement sur transport, proposé par le saisi et accepté par le saisissant (lequel était libre alors de ne pas y adhérer et de continuer la poursuite), et tombant comme tel sous le coup de l'article 446 du Code de commerce. Mais depuis la loi de 1907, il en est autrement : le saisissant n'est plus libre de refuser l'affectation spéciale et de poursuivre la saisie pour le tout ; le saisi, pourvu qu'il soit autorisé par justice et qu'il consigne les causes de la saisie, obtient la disponibilité du surplus, même contre le gré du saisissant. Comment, dès lors, admettre que la loi fasse grief à celui-ci d'un acte qu'elle lui impose, et l'oblige à rapporter à la masse les sommes à lui affectées par privilège, alors que, si la procédure avait suivi son cours normal, il aurait peut-être obtenu avant la déclaration de faillite un jugement de validité pourvu de l'autorité de la chose jugée et lui assurant son paiement par préférence ! »

Cette manière de voir est partagée par Lyon-Caen et Renault (1). « Quand le failli, disent-ils, au lieu de laisser prononcer contre lui un jugement de validité

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 7, p. 456, n° 408 bis. Dans le même sens : Glasson, Tissier, Morél, *op. cit.*, p. 311.

de saisie-arrêt, a eu recours pendant la période suspecte à la procédure d'affectation spéciale organisée par la loi du 17 juillet 1907 (art. 567, C. proc. civ.), les articles 446 et 447 du Code de commerce sont sans application. Car, en vertu de cette loi, le saisissant ne peut pas refuser l'affectation spéciale dès qu'elle est demandée par le saisi, qui veut obtenir la disponibilité de l'excédent de la créance saisie sur les causes de la saisie. Il serait exorbitant qu'on reprochât au saisissant un acte que la loi elle-même lui impose. »

Toutefois cette solution a soulevé des objections qu'il convient d'apprécier. Dans l'arrêt du 3 mars 1923, la Cour de Paris a prévu l'argument dicté par ce fait que le privilège du saisissant résulte d'une décision judiciaire ; elle y répond ainsi : la possibilité d'un nantissement obligatoire a été reconnue par les articles 2041 du Code civil et 832 du Code de procédure civile ; au surplus le rédacteur du Code de commerce, en 1838, n'avait pu prévoir la disposition exorbitante du droit commun de la loi de 1907 édictée dans le but de régulariser la pratique du contrat judiciaire de cantonnement, et c'est se montrer fidèle à l'esprit de l'article 446 du Code de commerce *que d'assimiler le nouveau privilège judiciaire créé par la loi de 1907 à l'hypothèque judiciaire expressément prévue par l'article 446 du Code de commerce.* »

Ce raisonnement nous paraît discutable. De ce que nos codes reconnaissent des nantissements obligatoires, il ne découle pas que ces nantissements tombent sous le coup de l'article 446 du Code de commerce ; c'est répondre à la question par la question,

ou, en tout cas, en dehors de la question. On peut soutenir que les nantissements obligatoires échappent à la nullité. De plus, le législateur des faillites, en 1838, n'avait évidemment pas prévu la loi de 1907 ; mais il est permis de penser que, s'il l'avait prévue, il aurait soustrait le privilège du saisissant à la règle de nullité. Si l'on pénètre à la fois l'esprit du Code de commerce et l'esprit de la loi de 1907, on est conduit à maintenir la solution que nous défendons ici. Le Code de commerce, en édictant la nullité d'actes accomplis pendant la période suspecte, a voulu éviter les fraudes ; or le danger de fraude disparaît, dans l'hypothèse d'affectation spéciale, dès l'instant que le privilège n'est attribué au saisissant qu'à la suite d'une intervention de justice. On doit interpréter l'article 446 du Code de commerce et la loi de 1907 dans l'esprit qui les a inspirés au législateur ; or l'esprit de l'article 446 mène à écarter l'application de la nullité lorsqu'il n'y a pas de fraude à craindre et l'esprit de la loi de 1907 tend à assurer au cantonnement judiciaire, moyennant affectation spéciale, son maximum d'efficacité, lequel exige qu'à la mainlevée dont bénéficie le débiteur corresponde une garantie sérieuse pour le créancier.

Faut-il dès lors s'arrêter aux suggestions très spéciales que nous trouvons sous la plume d'un annotateur ?

« Ecartons tout d'abord les objections tirées de ce que l'article 446 serait inapplicable aux décisions de justice imposant une affectation spéciale : nous répondons qu'en fait le juge des référés n'impose rien du tout comme affectation, et que le privilège (si

privilège il y a) découle purement et simplement de la loi. La procédure organisée par le législateur de 1907 permet au débiteur saisi de s'adresser au juge des référés pour faire arbitrer la somme qu'il devra consigner pour être autorisé à toucher du tiers saisi ce que celui-ci lui doit, nonobstant l'opposition ; puis, s'il fait cette consignation — que le juge n'a pas à ordonner, qu'il n'impose pas — le dépôt se trouvera, par l'effet de la loi seule, affecté spécialement et par privilège exclusif à la garantie de la créance du saisissant. Mais le juge des référés ne condamne pas le saisi à consigner ; il l'y autorise seulement : après l'ordonnance, le saisi consignera, s'il lui plaît de le faire ; le saisissant ne peut l'y contraindre, l'ordonnance ne prononce aucune condamnation, elle n'engendre donc aucune sûreté judiciaire. L'affectation spéciale résulte donc de la loi seule » (1).

C'est, à la vérité, jouer sur les mots que de dire : l'affectation spéciale est une sûreté légale, non une sûreté judiciaire. Le privilège du saisissant est établi par la loi et résulte d'une décision de justice. C'est cette intervention du juge qui, neutralisant les fraudes possibles, conduit à soustraire le privilège dont il s'agit à l'article 446 du Code de commerce. Nous avons d'ailleurs montré au cours de cette étude que le juge ne se borne pas à autoriser la consignation, mais qu'il a le pouvoir de l'ordonner et que ce pouvoir est entièrement conciliable avec le caractère facultatif de la procédure de la loi de 1907. En définitive, l'argument tiré de cette circonstance essen-

(1) Note signée P. V., *Gaz. Pal.*, 1923.2.275.

tielle, que le droit du saisissant résulte d'une décision judiciaire, conserve toute sa valeur.

Le caractère facultatif de la procédure de 1907 crée encore une différence avec l'hypothèque judiciaire. Cette dernière est à la disposition du bénéficiaire et n'existe que dans son intérêt ; elle est imposée au débiteur-saisi. L'affectation spéciale, au contraire, a été établie pour permettre au débiteur, qui seul peut en demander la création, de disposer de fonds dont l'indisponibilité peut lui être fatale. L'avantage conféré au saisissant, s'il est parfois appréciable, n'est en principe et avant tout qu'une compensation.

Le privilège du saisissant est donc opposable à la faillite du débiteur survenue postérieurement, *même si la consignation a été effectuée durant la période suspecte.*

Reste à trancher la question sur le terrain du principe de l'égalité entre créanciers et, plus généralement, de l'équité. La règle de l'égalité des créanciers comporte des exceptions ; la loi de 1907 consacre l'une de ces exceptions et elle se justifie à cet égard par les considérations qui ont été plus haut développées. L'idée d'équité est, du reste, supérieure à celle d'égalité. Or il serait éminemment injuste de refuser au saisissant le bénéfice de la consignation faite en vertu de l'ordonnance de référé, rendue pendant la période suspecte, et de laisser, par contre, subsister les effets de cette ordonnance en tant qu'elle a permis au tiers saisi de se libérer entre les mains du débiteur saisi. Et il ne serait pas davantage admissible, pour éviter cette inconséquence, d'obliger le

tiers saisi à payer une seconde fois, alors qu'il s'est acquitté sous le couvert d'une ordonnance de référé (1).

Nous maintenons donc cette solution, que son importance pratique nous a engagé à démontrer solidement, à savoir que le privilège du saisissant est opposable à la faillite du débiteur même si la consignation se place dans la période suspecte; il suffit que cette consignation soit antérieure à la déclaration de faillite.

SECTION QUATRIÈME

L'affectation spéciale au cas de concours d'une saisie-arrêt de droit commun et d'une saisie-arrêt spéciale.

Les saisies-arrêts spéciales que nous visons sont, d'une part, celle des salaires et traitements, d'autre part celle du salaire et produits du travail d'un époux sur l'autre époux.

La procédure de la loi du 17 juillet 1907, que nous avons étudiée, ne joue pas dans la saisie-arrêt des salaires; appointements, soldes et traitements, réglementée par le Code du travail (art. 61 et suiv., lois du 27 juillet, des 4 et 24 août 1930). Cette saisie-arrêt obéit à une procédure particulière que doivent suivre tous ceux qui, se prétendant créanciers des personnes protégées, veulent prendre une mesure de conservation et d'exécution sur la partie saisissable des émoluments dont il s'agit.

Mais il est possible que le créancier d'un ouvrier, d'un employé, d'un fonctionnaire, fasse saisie-arrêt

(1) Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 311.

sur d'autres créances que les salaires, appointements, soldes et traitements, et en d'autres mains que celles des patrons ou comptables de deniers publics. Les personnes protégées par le Code du travail peuvent avoir des revenus autres que ceux pour lesquels cette protection leur est accordée. Si un créancier saisie — arrête une créance ordinaire, cette saisie-arrêt se pratiquera dans les termes du droit commun.

Il est, dès lors, possible qu'il se produise parallèlement deux saisies-arrêts sur un même débiteur, fonctionnaire, employé ou ouvrier : l'une sur la quotité saisissable du salaire, appointement, solde ou traitement, l'autre sur des créances ordinaires. Ces deux saisies-arrêts peuvent d'ailleurs se produire, soit à la demande de créanciers différents, soit à la demande d'un seul créancier.

Chacune de ces oppositions suivra son régime propre et se développera, parallèlement à l'autre, sans se confondre avec elle. La règle de l'article 65 du Code du travail, d'après laquelle saisie sur saisie ne vaut (et il suffit à un créancier subséquent ou intervenant de faire une simple déclaration pour que sa situation soit identique à celle du premier saisissant) reste limitée à la saisie-arrêt du Code du travail ; elle ne s'étend en aucune manière à la saisie-arrêt de droit commun. De même la règle de l'article 66 du Code du travail, suivant laquelle le jugement de validité ne confère au saisissant sur les sommes saisies-arrêtées aucun droit exclusif au préjudice des intervenants (seconds saisissants), ne s'applique qu'à la saisie-arrêt des salaires et traitements. A l'inverse, les règles de procédure de la saisie-arrêt de droit com-

mun ne s'appliqueront pas à la saisie-arrêt pratiquée par application du Code du travail.

Il en résulte que la procédure de l'affectation spéciale de la loi du 17 juillet 1907 jouera pleinement dans la saisie-arrêt de droit commun et ne franchira pas la sphère de celle-ci. Entre les deux saisies-arrêts envisagées, il y a, en quelque sorte, une cloison étanche. Le privilège du saisissant ayant fait consignation s'exercera dans ses conditions habituelles.

On nous permettra ici un rapprochement, au point de vue de l'idée de consignation, entre la législation relative à la saisie-arrêt des salaires et traitements et la loi du 17 juillet 1907.

La première régit une consignation au greffe ou à la Caisse des dépôts et consignations.

Le jugement du juge de paix rend le tiers saisi comptable, vis-à-vis du saisissant et des intervenants, des retenues qu'il doit opérer sur le salaire ; mais le tiers n'a pas à verser directement aux créanciers le montant de ces retenues. Sous le régime de la loi de 1895, les patrons étaient tenus de payer les bordereaux de collocation délivrés par le juge de paix aux créanciers ; cette exigence entraînait pour eux des complications et des responsabilités fâcheuses. C'est pourquoi la loi de 1921 (art. 69, C. trav.) prescrit que « dans les quinze jours qui suivent chaque trimestre à partir de l'avis de saisie qui lui a été notifié, ou dans les quinze jours qui suivent l'époque où les retenues cesseraient d'être opérées, le tiers saisi versera au greffe, entre les mains du greffier chargé de la procédure, le montant des sommes retenues ; il est valablement libéré sur la seule quittance du gref-

fier ». Les comptables de deniers publics versent les sommes retenues à la Caisse des dépôts et consignations, sauf à celle-ci à remettre au greffier les sommes nécessaires aux répartitions (loi du 24 août 1930, art. 2). Par dérogation à cette règle les retenues opérées pour dettes alimentaires sur la partie insaisissable des traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires sont, moyennant la justification des droits des bénéficiaires, versés directement à ces derniers par le payeur tiers saisi, à moins que le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations n'ait été autorisé par justice. Toutefois la consignation est effectuée d'office, lorsque plusieurs créanciers alimentaires sont inscrits sur la portion insaisissable, pour sûreté de mensualités s'élevant, ensemble, à une somme supérieure à cette portion (loi du 24 août 1930, art. 3). Le tiers saisi se trouve donc entièrement libéré par cela seul qu'il a effectué les versements entre les mains du greffier. Les sommes ainsi versées seront ensuite réparties entre les créanciers par le juge de paix.

La consignation au greffe ou à la Caisse des dépôts et consignations, que prévoit la législation concernant la saisie-arrêt des salaires et traitements, est très différente de la consignation qui sert de pivot à la procédure de la loi du 17 juillet 1907. La première consignation envisagée n'est pas l'objet d'un privilège exclusif du saisissant ; elle est répartie, conformément à l'article 70 du Code du travail, entre tous les saisissants ou intervenants. Au contraire, un privilège exclusif est attribué au saisissant sur la consignation par la loi du 17 juillet 1907. Il y a donc entre la saisie-arrêt de droit commun et la saisie-arrêt spé-

ciale des salaires et traitements, la séparation absolue que nous avons indiquée.

Les choses ne vont pas aussi simplement lorsqu'il y a concours d'une saisie-arrêt de droit commun et de la saisie-arrêt du salaire et des produits du travail d'un époux par l'autre époux.

L'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 dispose que « faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher du salaire ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins ».

Cette saisie-arrêt sanctionne l'obligation de chaque conjoint de subvenir aux charges du ménage.

Or deux hypothèses très différentes doivent être distinguées :

1^o Un créancier fait une saisie-arrêt sur des revenus de l'époux débiteur, autres que les salaires et produits du travail. Il n'est pas douteux alors, que ce créancier devra recourir à la saisie-arrêt de droit commun. Si l'autre époux pratique la saisie-arrêt de la loi du 13 juillet 1907 applicable seulement dans la mesure où il s'agit pour un conjoint de prélever une part contributive sur le salaire ou le produit du travail de l'autre conjoint, il y aura deux saisies-arrêts, l'une de droit commun, l'autre spéciale. Elles se développeront dans un parallélisme absolu, obéissant chacune à son régime propre, sans se rencontrer jamais. La situation sera tout à fait semblable si l'un des époux lui-même saisit d'autres revenus que le salaire ou le produit du travail de l'autre époux.

2° Mais il est possible que deux saisies-arrêts soient pratiquées sur le salaire ou produit du travail d'un époux : l'une par l'autre époux, l'autre par un créancier ordinaire. Cette seconde hypothèse peut faire naître des difficultés particulières.

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1907 dispose que la signification du jugement du juge de paix faite au saisi et au tiers débiteur des sommes saisies vaut attribution au saisissant des sommes dont la saisie a été autorisée. Le conjoint saisissant bénéficie ainsi, dans des conditions particulières de célérité, d'un droit exclusif sur les sommes saisies. La double signification du jugement produit à son profit l'effet que la jurisprudence attache dans la saisie-arrêt de droit commun à la signification du jugement de validité passé en force de chose jugée (1).

Quelle est l'étendue du droit exclusif reconnu au conjoint saisissant ?

Celui-ci prime certainement les créanciers qui feraient saisie-arrêt sur les produits du travail postérieurement à la signification du jugement du juge de paix. Il en est ainsi alors même que ce jugement serait frappé d'appel ou d'opposition, puisqu'il est exécutoire par provision et que, dans toute saisie-arrêt, l'attribution au saisissant des valeurs saisies-arrêtées a lieu dès le jugement exécutoire par provision (2).

Mais le conjoint saisissant prime-t-il les créanciers qui auraient pratiqué saisie-arrêt sur les produits du

(1) Glasson, Tissier, *op. cit.*, p. 357.

(2) Cass. civ., 15 janvier 1923, S. 1923.1.197.

travail antérieurement à la signification du jugement du juge de paix ? La doctrine se divise sur ce point. Certains auteurs pensent que, conformément aux règles de la saisie-arrêt ordinaire, la propriété exclusive des sommes saisies-arrêtées n'est attribuée au saisissant par le jugement de validité que sous réserve des droits des saisissants antérieurs (1). D'autres auteurs estiment, au contraire, que le conjoint saisisant prime même les créanciers antérieurs à la signification du jugement. Cette solution semble, en effet, commandée par l'article 8 de la loi du 13 juillet 1907, aux termes duquel la signification vaut attribution des sommes arrêtées sans autre procédure, et par l'esprit même de cette loi grevant le produit du travail des époux d'une affectation ménagère, exclusive de tout concours de la part d'autres créanciers (2).

Cela posé, supposons qu'un créancier quelconque ait pratiqué une saisie-arrêt de droit commun, que l'époux débiteur ait entendu profiter de la procédure de mainlevée moyennant affectation spéciale de la loi du 17 juillet 1907, qu'une ordonnance de référé ait accueilli sa demande et que la consignation requise ait été effectuée. Ce créancier a acquis sur la somme consignée privilège exclusif de tout autre. Qui va primer ? Ce créancier ou l'autre époux ayant fait de son côté la saisie spéciale de la loi du 13 juillet 1907 ?

Si le créancier dont il s'agit n'a acquis son privi-

(1) Pabon, *Traité des justices de paix*, 4^e édit., t. 3, n° 2796. Dans le même sens : Lalou, *Droits de la femme mariée*.

(2) En ce sens, Glasson, Tissier, Morel, *op. cit.*, p. 358 ; Martin sur Aubry et Rau, 470 *bis*, note 13 ; Cézard-Bru, *Voies d'exécution*, n° 220.

lège que postérieurement à la signification du jugement du juge de paix, ce privilège est certainement inopposable au conjoint saisissant. Les sommes saisies ont été attribuées à ce conjoint avant que le créancier n'ait acquis son privilège.

Il en est autrement si le créancier a acquis son privilège antérieurement à la signification du jugement du juge de paix. Alors la situation inverse se produit. Les sommes saisies ont été attribuées au créancier avant que l'époux saisissant n'ait lui-même pu acquérir un droit sur ces sommes. C'est donc le créancier qui prime ; son droit est opposable à l'époux qui n'a saisi qu'après la consignation effectuée en exécution de l'ordonnance de référé.

Ces solutions ne paraissent pas avoir soulevé de sérieuses difficultés dans la pratique : car elles n'ont jamais, à notre connaissance, été portées devant une Cour d'appel ou devant un tribunal civil.

CONCLUSION

Le cantonnement moyennant affectation spéciale est aujourd'hui complètement généralisé ; il est devenu un rouage même du mécanisme de la saisie-arrêt. De l'étude qui précède il résulte, d'abord, que le juge des référés a interprété la loi du 17 juillet 1907 dans l'esprit le plus large ; il a même dépassé, nous l'avons vu, le but du législateur, et réagi audacieusement contre une jurisprudence étroite de la Cour de cassation, par la pratique du cantonnement à un franc.

La jurisprudence des Cours d'appel et des tribunaux est loin d'avoir suivi le principe de large interprétation qui a inspiré la juridiction du référé et que nous avons nous-même posé au début de notre travail. Elle n'a pas admis, notamment, que la consignation puisse être fournie en valeurs mobilières ou en objets mobiliers, qu'elle puisse être ordonnée aux mains du tiers saisi lui-même. Elle a exigé parfois que la consignation s'effectue par le versement en espèces par le saisi d'une somme que celui-ci s'est procurée en dehors de la créance saisie-arrêtée ; elle a alors considéré que le juge du référé, ayant un simple pouvoir d'autoriser le saisi à consigner, n'aurait pas le droit d'ordonner la consignation en décidant que la somme arbitrée sera prise sur les fonds saisis-arrêtés et que le séquestre, quel qu'il soit, auquel la totalité de ces fonds sera remise, conservera somme égale à la somme arbitrée et paiera le surplus au

débiteur saisi. Certaines décisions, méconnaissant le véritable caractère du privilège exclusif conféré au saisissant, ont affirmé que la consignation avec affectation spéciale tombe sous le coup de l'article 446 ou de l'article 447 du Code de commerce, lorsqu'elle a été effectuée durant la période suspecte.

Lorsque des questions relatives à notre institution ont été portées devant la Cour de cassation, celle-ci s'est, au contraire, montrée généralement soucieuse de procurer à la loi de 1907 son maximum d'efficacité. Elle a reconnu au juge des référés plein pouvoir pour évaluer le montant de la créance, devant servir de base à l'évaluation du montant de la somme à consigner même dans les cas où le saisissant invoque un titre. Elle a décidé que le juge est libre, lorsque des modifications sont survenues dans la situation des parties ou dans les faits de la cause, d'apporter à une même saisie-arrêt plusieurs limitations successives. Elle a proclamé l'existence d'un privilège au profit d'un saisissant et l'opposabilité de ce privilège à la faillite du débiteur survenue postérieurement à la consignation ; elle n'a pas, à la vérité, été appelée à se prononcer dans l'hypothèse où la consignation aurait été opérée au cours de la période suspecte, et l'on ne peut sérieusement préjuger de ce qu'elle aurait alors décidé ; cependant il est permis de penser, en présence des termes généraux et sans aucune réserve de ses arrêts, que, même en cette circonstance, elle aurait accepté la solution propre à assurer au privilège dont il s'agit toute son étendue.

Une dernière considération se présente à nous. Etant données les difficultés auxquelles a donné lieu

la loi du 17 juillet 1907, aurait-il été préférable que le législateur se livrât à une réglementation minutieuse du cantonnement avec affectation spéciale ? Nous ne le croyons pas. Une telle manière de légiférer, qui s'explique très bien dans le domaine des saisies-arrêts spéciales, s'écartant des lignes de la saisie-arrêt ordinaire, aurait pu avoir des inconvénients en notre matière. Il vaut mieux que la pratique des référés, contrôlée par les juridictions supérieures, évolue dans le cadre établi en 1907 et dans celui de la saisie-arrêt de droit commun qu'a tracé le Code de procédure civile. Il en résulte une heureuse continuité dans le développement de l'institution et une plus grande souplesse d'adaptation de celle-ci aux besoins de la vie moderne. Le fait même que les ordonnances de cantonnement n'aient pas suscité, de la part des intéressés ou de leurs conseils, de nombreuses objections d'ordre proprement juridique (fait qui est attesté par le peu d'abondance des arrêts de Cour d'appel et de la Cour de cassation) montre qu'ici encore la juridiction des référés a convenablement rempli sa mission.

Vu :

Le Président de la Thèse,
MOREL.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BORDIER. — *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1911.
- BOUCHER. — *La loi du 17 juillet 1907*, dans *Lois nouvelles*, 1909.
- CHÉRON. — Notes au *Dalloz*, 1927.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Procédure civile*, 3^e édit.
- GLASSON, TISSIER, MOREL. — *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 3^e édit., t. 4, 1932.
- JOLIBOIS. — *La réforme des référés sur placets et le projet Cruppi*, thèse Paris, 1913.
- LABBÉ. — Note *Sirey*, 1876.
- LESOUDIER. — *Du référé en matière de saisie-arrêt*, thèse Caen, 1908.
- LESUEUR. — *De la juridiction du président du tribunal en matière de saisie-arrêt*, thèse Paris, 1910.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, t. 7.
- MELINESCO. — *Etude sur l'autorité de la chose jugée*, thèse Paris, 1913.
- PABON. — *Traité des justices de paix*, 4^e édit.
- RAYNAUD. — Rapport à la Chambre des députés, 1907.
- THALLER et PERCEROU. — *Faillites*, t. 1^{er}.
- SAVARY. — Rapport au Sénat, 1907.
- TISSIER. — Notes au *Sirey*, 1893, 1898, 1899.
- COLIN et CAPITANT. — *Droit civil français*, t. 2.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

La pratique antérieure et l'esprit de la loi de 1907.

<i>Section première</i> : Le cantonnement avant la loi de 1907. .	12
La pratique ancienne. Son but. Ses procédés. Le cantonnement par autorité de justice. Le cantonnement conventionnel.	12
<i>Section deuxième</i> : L'esprit de la loi de 1907	23

CHAPITRE DEUXIÈME

Conditions requises pour le cantonnement.

<i>Section première</i> : Demande facultative du saisi.	26
<i>Section deuxième</i> : La proposition Bardon	30
<i>Section troisième</i> : Influence de la créance saisie-arrêtée . .	34
<i>Section quatrième</i> : Légitimité du cantonnement dans toutes les saisies-arrests	36
<i>Section cinquième</i> : Légitimité du cantonnement en tout état de la procédure.	37
<i>Section sixième</i> : Compétence.	41

CHAPITRE TROISIÈME

Pouvoirs du juge.

<i>Section première</i> : Montant de la consignation .Le cantonnement à un franc	46
<i>Section deuxième</i> : Objet de la consignation.	55
<i>Section troisième</i> : Modes de la consignation	59
<i>Section quatrième</i> : La désignation du dépositaire de la consignation	70

CHAPITRE QUATRIÈME

Effets de l'affectation spéciale.

<i>Section première</i> : Autorité de l'ordonnance de cantonnement Cantonnements successifs	73
<i>Section deuxième</i> : Nature du droit du saisissant sur la consignation	81
<i>Section troisième</i> : Etendue du privilège du saisissant sur la consignation	88
Opposabilité du privilège aux saisissants postérieurement à la consignation	88
Opposabilité à la faillite du débiteur déclarée postérieurement à la consignation	91
<i>Section quatrième</i> : L'affectation spéciale au cas de concours d'une saisie-arrêt ordinaire et d'une saisie-arrêt spéciale.	111
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	123

